



Atelier d'Architecture Barré Charpentier

---

**CRÉATION DE DEUX BOX DANS LES SALLES D'AUDIENCES n°4 et n°5  
Et CIRCUIT SÉCURISÉ DES DÉTENUS à la  
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE**  
Palais Monclar - 1 rue Pensac / 20 Place Verdun  
13 100 AIX-EN-PROVENCE

---

**MAÎTRE D'OUVRAGE**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>PRO / DCE</b>	<b>C.C.T.P.</b>
Février 2026	Cahier des Clauses Techniques Particulières

DIFFUSION :		
	10/02/2026	Première diffusion



Atelier d'Architecture Barré Charpentier

---

**CRÉATION DE DEUX BOX DANS LES SALLES D'AUDIENCES n°4 et n°5  
Et CIRCUIT SÉCURISÉ DES DÉTENUS à la  
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE**  
Palais Monclar - 1 rue Pensac / 20 Place Verdun  
13 100 AIX-EN-PROVENCE

---

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>PRO / DCE</b>	<b>00</b>
Février 2026	Généralités opposables à tous les lots

DIFFUSION :		
	10/02/2026	Première diffusion

## LOT 00 - Généralités opposables à tous les lots

Le présent document a pour objectif de définir l'ensemble des prescriptions communes à tous les corps d'état relatives aux travaux de création de deux box détenus dans la salle d'audience n°4 et n°5 du Palais Monclar de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence.

Le présent cahier regroupe les prescriptions générales réputées connues et respectées. Il n'a de valeur contractuelle que dans sa forme intégrale en association avec les cahiers spécifiques à chaque lot technique ou architectural. Il a par ailleurs pour but de préciser le contexte général de l'opération.

Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) de la présente opération est constitué de plusieurs documents, à savoir :

- les clauses communes à tous les lots : présent document,
- les cahiers des clauses techniques particulières par corps d'état,

L'ensemble de ces documents, même matériellement dissociés, constitue un ensemble et forme le CCTP contractuel. Ce CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux des différents corps d'état et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur la soumission ou sur l'acte d'engagement ou servant de base au marché, chaque entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans et avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

Chacun des entrepreneurs participant à l'opération est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le CCTP contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant et notamment les CCTP de tous les corps d'état. À ce sujet, il est formellement stipulé qu'en aucun cas, un entrepreneur ne pourra opposer entre eux les différents documents constituant le CCTP contractuel. En tout état de cause, il est précisé que, dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'oeuvre.

En tout état de cause, il est précisé que, dans le cas éventuel de divergences implicites ou explicites entre ces documents, la décision sera du ressort du maître d'oeuvre.

Sauf indications contraires expressément stipulées dans le CCTP, toutes les prestations sont considérées, fournies, livrées sur le chantier et posées, avec fixations ou scellements définitifs et toutes sujétions de manutention, levage, échafaudages, etc. Elles comprennent également toutes les sujétions indispensables à la tenue et à la finition des ouvrages.

### 0.1. Conditions générales d'exécution des ouvrages

#### 0.1.1. Mission des concepteurs

Les concepteurs sont chargés d'une mission de Maîtrise d'Oeuvre "Mission de base" aux termes de la loi M.O.P., sans la phase EXE.

Les plans de conception architecturale des ouvrages sont fournis aux entreprises dans le présent dossier.

Les études de fabrication, d'exécution et calculs sont à la charge de l'entreprise qui devra obtenir l'approbation de l'architecte ainsi que du Bureau de Contrôle.

#### 0.1.2. Visite des lieux – Connaissance des lieux et de la nature du projet

Dans le cadre des travaux l'entrepreneur est réputé avoir visité l'ensemble des locaux et s'être assuré de toutes les incidences des présents travaux. Il devra prévoir dans son offre tout ce qui découle du travail à effectuer, dans les règles de l'Art sans pouvoir élever de réclamations ultérieures.

L'entrepreneur est ainsi réputé :

- Avoir procédé à une visite du site, et avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des travaux, et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité,
- Avoir procédé à une inspection détaillée de l'ouvrage et apprécié toutes les sujétions résultant (liste non exhaustive) :
  - De la conception de l'ouvrage,
  - De la configuration des accès et abords,
  - Des moyens d'approvisionnement,
  - Des conditions de stockage,
  - De l'éloignement des décharges autorisées,
  - Des possibilités d'installation de chantier,
  - De l'usage qui est fait de l'ouvrage (, ...)

L'entrepreneur s'engage également à :

- Assurer l'organisation de son chantier pour permettre à tout moment le bon déroulement des travaux dans les meilleures conditions et délais contractuels.
- À veiller à assurer une parfaite discrétion pour ne pas gêner l'activité des occupants.

L'entrepreneur prendra connaissance du présent descriptif et de l'ensemble des pièces constitutives du marché avant de visiter les lieux pour apprécier exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages nécessaires pour répondre au programme des travaux demandés.

#### 0.1.3. Règlementations et normes

Il est préalablement rappelé qu'en dehors de toute obligation contractuelle ou réglementaire, le Code des Assurances prévoit que « l'assuré est déchu de tout droit à garantie en cas d'inobservation inexcusable des règles de l'art, telles qu'elles sont définies par les réglementations en vigueur, les Documents Techniques Unifiés ou les normes... » (Art. A.243.1).

Tous les travaux du présent descriptif sont soumis pour leur exécution aux prescriptions techniques, législatives et réglementaires, des documents ci-après, qui, bien que n'étant pas joints, sont contractuels et réputés parfaitement connus.

L'entrepreneur devra toujours respecter dans l'exécution de ses travaux, ainsi que pour les installations et l'organisation de chantier, toutes les lois et textes réglementaires, dont notamment les suivants (liste non exhaustive) :

- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code du travail
- Règlement national d'urbanisme (RNU) ;
- Règlement sanitaire départemental type (RSDT)
- REEF ;
- Règles Véritas - Securitas - Socotec ;
- Réglementation sécurité incendie ;
- Textes relatifs à l'hygiène et la sécurité sur les chantiers ;
- Règlement sanitaire départemental et / ou national ;
- Textes légaux relatifs à la protection et à la sauvegarde de l'environnement ;
- Textes concernant la limitation des bruits de chantier ;
- Législation sur les conditions de travail et l'emploi de la main d'œuvre ;
- Règlements municipaux et / ou de police, relatifs à la signalisation et à la sécurité de la circulation aux abords du chantier ;
- Et tous autres textes réglementaires et lois ayant trait à la construction, à l'urbanisme, à la sécurité, etc. à la date de signature des marchés
- Normes françaises et européennes en vigueur,
- Documents Techniques Unifiés,
- Avis Techniques (ATEC) Français ou Européens,
- Agrément Technique d'Expérimentation (ATEX),
- Décrets et Arrêtés d'application de l'ensemble des documents ci-dessus, et notamment : Décret du 14 Juin 1969 et ses modifications ultérieures
- Règles de calcul publié par le C.S.T.B.
- Règles professionnelles éditées par les différents Syndicats (règles S.N.J.F.)
- Norme NF-C 15-100
- Nouvelle Réglementation thermique RT2012
- Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages
- Tous les documents DTU, qu'ils fassent l'objet d'une norme ou non, comprenant les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT), les cahiers des clauses spéciales (CCS), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de DTU ;
- Ces documents sont les cahiers des charges (CC) ou cahiers des clauses techniques (CCT), les règles de calcul, les mémentos, guides, instructions, etc., tous les autres documents ayant valeur de DTU ;
- Les règles professionnelles, cahiers des charges, prescriptions techniques ou recommandations acceptées par l'AFAC et figurant sur la liste ;
- Tous autres documents rendus obligatoires par les assureurs pour la prise en garantie décennale des ouvrages
- Toutes les normes NF concernant les ouvrages du présent marché, qu'elles soient homologuées ou seulement expérimentales.

#### **0.1.4. Connaissance des documents contractuels**

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels visés ci-dessus, applicables aux travaux de son marché.

L'entrepreneur devra, dans l'exécution des prestations de son marché, se conformer strictement aux clauses, conditions et prescriptions de ces documents.

Par documents de référence contractuels applicables aux présents marchés, il faut entendre tous les fascicules, additifs, mémentos modificatifs, errata, etc., connus à la date précisée au C.C.A.P. ou à défaut celle découlant des clauses du C.C.A.G.

#### **0.1.5. Ordre de préséance**

Dans le cas éventuel de divergences ou de discordances implicites ou explicites entre les spécifications du C.C.T.P. et les clauses et prescriptions des DTU et des normes, il est précisé ce qui suit.

En ce qui concerne les DTU ou normes :

- Pour toutes les prescriptions ayant trait aux matériaux, aux techniques de construction, aux règles de mise en œuvre, à la coordination des travaux, aux règles de sécurité, etc., ce sont les prescriptions des DTU et des normes qui prévaudront ;
- Pour toutes les clauses à caractère administratif et financier et autres dispositions qui pourraient avoir une influence sur le caractère forfaitaire du marché, ce sont les clauses du descriptif combinées à l'ensemble des autres pièces de la consultation qui prévaudront.

#### **0.1.6. Matériaux et produits hors domaine d'application des D.T.U.**

Pour les matériaux et procédés « non traditionnels » ou « innovants » qui n'entrent pas dans le cadre des documents contractuels visés ci-dessus, les entrepreneurs devront se conformer strictement aux prescriptions et conditions des documents suivants :

- Avis technique ;
- Agréments européens ;
- Ou, à défaut aux règles et prescriptions de mise en œuvre du fabricant.

Pour les matériaux et procédés n'entrant dans aucun des cas énumérés ci-dessus, la procédure d'appréciation technique d'expérimentation dite procédure ATEX pourra être imposée par le maître d'œuvre.

Les frais de cette procédure seront à la charge de l'entrepreneur.

#### **0.1.7. Compatibilité des matériaux entre eux**

Tous les produits et matériaux utilisés par l'entrepreneur du présent lot devront être rigoureusement compatibles :

- Entre eux,
- Avec les supports,
- Et d'une façon générale, avec tous les matériaux avec lesquels ils seront susceptibles d'être en contact.

Au cas où le Maître d'Œuvre aurait prescrit dans les documents d'appel d'offres l'utilisation de matériaux incompatibles, l'entrepreneur devra obligatoirement le signaler à l'appui de son offre et proposera soit le changement des matériaux incriminés, soit des produits ou accessoires permettant de remédier à des désordres éventuels.

#### **0.1.8. Contenu et limite des pièces écrites et plans**

L'entrepreneur doit prévoir tous les travaux nécessaires pour le complet et parfait achèvement de ses ouvrages, non seulement en fonction des pièces contractuelles, mais en tant qu'homme de l'art, responsable. Il suppléera par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être oubliés dans les documents de son marché. Les localisations définies facilitent la compréhension du projet mais ne sont jamais exhaustives.

Les erreurs ou omissions apparaissant en cours de travaux, ne pourront, en aucun cas, faire l'objet d'une augmentation du prix initial. Aucun travail supplémentaire ne devra être exécuté sans ordre de service, signé par le Maître de l'ouvrage. Tout travail non prévu, exécuté en dehors de ces conditions, sera toujours considéré comme faisant partie intégrante du prix global forfaitaire consenti.

En cas d'erreur, d'insuffisance ou de manque de cote, chaque entreprise devra signaler, en temps utile, les erreurs ou les omissions à l'architecte. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle sur les plans. Chaque entrepreneur sera responsable des erreurs ou des modifications qu'entraîneraient, pour tous les corps d'état, un oubli ou l'inobservation de cette clause.

Certains détails et spécifications techniques peuvent ne pas être formulés explicitement ou simplement omis, sans pour autant supprimer les obligations de l'entreprise à les prévoir dans le cadre du parfait achèvement de leurs ouvrages. Il sera également dû, tous les travaux annexes nécessaires à la parfaite tenue et finition des ouvrages.

L'entrepreneur désigné sera tenu de fournir une installation complète en ordre de marche conforme à toutes les règles de l'Art et à l'ensemble des textes réglementaires nationaux et européen en vigueur à la date de la signature des marchés sans pouvoir considérer comme limitatives pour cette fourniture les indications portées dans les documents contractuels.

L'entrepreneur devra :

- Procéder sous sa seule et entière responsabilité à toutes les vérifications utiles sans pouvoir mettre en cause le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre ou les Concepteurs Techniques pour quelques motifs que ce soit au cas où certains des documents seraient erronés ou insuffisants.
- Signaler par écrit, au plus tard quinze jours après la signature des marchés, tout manque de concordance entre les éléments cités et les normes, règlements ou D.T.U. en vigueur, faute de quoi, il sera tenu de fournir les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux selon les règles et à ses frais.

L'entrepreneur ne pourra de lui-même modifier quoi que soit aux plans et pièces écrites, mais devra signaler par écrit tous changements qu'il croirait utile d'y apporter.

#### **0.1.9. Prix forfaitaire**

Le forfait comprendra l'exécution complète des travaux définis par les pièces constitutives du présent marché.

Les prix s'appliqueront aux ouvrages construits conformément aux dispositions édictées par le présent document.

Ils tiendront compte des faux-frais, taxes, droits, impôts, aléas explicitement mentionnés ou non au présent devis et du bénéfice de l'entrepreneur.

En cas de contradiction, l'Entreprise retiendra pour la constitution de son prix la prescription conduisant à la meilleure prestation pour le Maître d'Ouvrage.

En cas d'incertitude ou s'il apparaît sur les documents susmentionnés des omissions ou des erreurs, les entrepreneurs devront compléter leurs renseignements auprès du Maître d'œuvre ou parfaire et suppléer à un manque d'indications et aux omissions.

#### **0.1.10. Renseignements**

L'entrepreneur devra prendre connaissance de tous les plans, coupes, détails et ne pourra en aucun cas adresser de réclamation pour omission, tant qualitative que quantitative, défaut d'appréciation ou autre, après signature de son marché. L'ouvrage devant être livré conforme aux plans, coupes, descriptifs, réglementations et instructions de la maîtrise d'œuvre et bureau de Contrôle.

Au cas où une omission, un litige ou une contradiction se révélerait en cours de travaux à propos de l'imprécision portée sur un plan ou décrite dans une pièce écrite, seule la prestation la mieux adaptée aux exigences serait choisie, sans aucun supplément de prix.

L'entrepreneur reconnaît, en soumissionnant, et avant sa remise de prix :

- S'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux et avoir pris parfaite connaissance de la nature et l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui y sont attachés
- Avoir constaté tous les travaux à faire et appréhendé toutes les difficultés inhérentes au chantier (possibilité d'accès, d'installation de chantier, d'implantation de la grue, stockage des matériaux, disponibilité en eau et énergie électrique) et avoir pris connaissance d'éventuelles servitudes ou obligation
- Avoir pris tous renseignements auprès du Maître d'œuvre, et du bureau de Contrôle, et avoir tenu compte de tous les aléas dans son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne les niveaux et empiètements des fondations, murs, etc.
- Il ne sera pas fondé à dresser quelque réclamation que ce soit, après la remise de son prix forfaitaire, étant entendu que celui-ci comprend tous les aléas et difficultés inhérents à ce chantier.

En signant son marché, il reconnaît avoir une parfaite connaissance, non seulement des pièces contractuelles jointes (plans, descriptifs, etc.), ou non jointes (D.T.U., etc.), mais également de la situation du chantier, des problèmes posés par la nature du sol, la disposition des bâtiments, les accès, l'organisation dans le temps et dans l'espace des travaux (planning, etc.), les abords, et de toutes les autres contraintes :

- De voisinages
- Administratives
- Des compagnies concessionnaires (eau, E.D.F., etc.)
- De la protection des ouvrages enterrés ou apparents
- Des droits de décharges
- Des droits d'emprise sur chaussées publiques ou privées
- Liste non limitative et non exhaustive

En résumé, les entreprises sont réputées avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelques manières que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucune entreprise ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

#### **0.1.11. Etudes d'exécutions**

Les études d'exécution sont à la charge des entreprises.

En conséquence, la totalité des plans d'exécution, de fabrication et des notes de calculs en phase EXE est donc à leur charge.

D'une manière générale, sont à la charge de chaque entreprise, dans sa spécialité, l'élaboration et la fourniture, de toutes les études, notes de calcul, plans de fabrication ou plan d'atelier des ouvrages à construire nécessaires à la parfaite exécution de tous les ouvrages, et ce, pendant la période de préparation.

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier, en cohérence avec les plans de synthèse correspondants. Elles permettent de définir les travaux dans tous leurs détails.

Chaque entrepreneur établit pour son lot les plans d'exécution et de fabrication ainsi que les spécifications techniques pour chacun de ses ouvrages.

La mission de Maîtrise d'Œuvre ne comprend pas la production des plans d'exécution ni de fabrication.

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier.

Les plans d'exécution consistent en la production des plans de chantier comprenant les plans d'atelier, de montage et de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les spécifications à l'usage du chantier consistent en la production de tous les calculs, notes et justifications nécessaires à la réalisation des ouvrages

Ces documents devront notamment :

- Respecter les principes et les définitions des documents du dossier.
- Faire apparaître les tracés régulateurs, les axes et files du projet ainsi que la position avec cotes et angles des ouvrages par rapport à ces tracés, axes et files.
- Être cotés avec le plus grand soin.
- Comprendre tous les détails à grande échelle, demandés par le maître d'œuvre.
- Être complétés minutieusement des renseignements particuliers à l'ouvrage.
- Faire apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent.
- Être accompagnés des notes de calcul correspondantes.

Les sections ou dimensions indiquées sur les plans ou dans les pièces écrites ne sont que des valeurs indicatives. Les entreprises devront l'ensemble de l'étude d'exécution. L'entreprise concernée devra les augmenter chaque fois que le calcul en démontrera la nécessité et ce, sans supplément de prix. Elles ne pourront cependant être modifiées qu'après accord de la Maîtrise d'Œuvre.

**Enfin chaque entreprise devra se conformer aux conditions émises dans l'autorisation d'urbanisme.**

Si ces conditions étaient en contradiction avec quelques parties du projet, l'entreprise concernée serait tenue d'en aviser le Maître d'Œuvre qui prendrait toutes dispositions à ce sujet sans qu'aucun supplément au prix global et forfaitaire ne puisse être demandé.

Il est rappelé à l'entrepreneur que tous les dessins, plans d'aménagement, seront soumis à l'approbation du Maître d'œuvre, avant toutes exécutions, le fait d'obtenir cette approbation ne dégage en rien la responsabilité de l'entrepreneur qui reste pleine et entière quant à leur mise en œuvre.

Un exemplaire des plans d'exécution complet et à jour sera maintenu en permanence dans le bureau de chantier.

Seuls les plans d'exécution visés par la Maîtrise d'œuvre serviront à exécuter les travaux.

#### **0.1.12. Sécurité du personnel**

Les prix intègrent toutes les dispositions à prendre et ouvrages à réaliser pour assurer, dans tous les cas, la protection contre les chutes du personnel amené à travailler sur le site suivant les différents textes officiels en vigueur ainsi que suivant les diverses directives émises pour ce type de travaux par les organismes officiels, ministériels ou professionnels.

L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'une demande émanant d'un quelconque service de sécurité habilité à intervenir sur ce type d'opération, pour prétendre à un supplément à son forfait de base.

#### **0.1.13. Mode de métré**

Toutes les quantités communiquées par l'entreprise font partie de la masse du forfait des travaux.

Il est bien précisé que si des prestations, travaux, ouvrages annexes et accessoires divers nécessaires à l'exécution des ouvrages de son lot ne sont pas décomptés en articles séparés, ils sont à inclure par l'Entreprise dans le prix des ouvrages principaux prévus par ailleurs ; aucune réclamation ne sera admise

Toutes les quantités sont des quantités en œuvre, sans prise en compte des pertes, chutes, recouvrements, foisonnements, etc...

#### **0.1.14. Qualifications**

L'entreprise, de par son acceptation du Marché, sera réputée ne faire intervenir que des équipes compétentes voire spécialisées.

#### **0.1.15. Documents à transmettre au bureau de contrôle**

Les études de fabrication, les plans d'exécution et calculs et fiches techniques sont à la charge de l'entreprise qui devra obtenir l'approbation du bureau de contrôle. A ce titre les entreprises devront transmettre tous les documents demandés et ce durant toute la durée des travaux.

#### **0.1.16. Rapport initial du bureau de contrôle**

Les Entreprises devront prendre en compte dans le prix les indications et impositions notées dans le rapport du Bureau de contrôle.

Les avis donnés par le Bureau de contrôle et indiqués comme suspendus ou défavorables devront faire l'objet de prestations et réalisations qui répondent favorablement à ces demandes, en levant les réserves faites.

#### **0.1.17. Plannings des travaux**

Les titulaires devront s'inscrire dans les délais fixés. Ils devront établir un calendrier d'exécution détaillé de leurs tâches respectives. Il est précisé que les délais d'établissement et d'approbation de tous documents sont compris dans le délai contractuel d'exécution.

#### **0.1.18. Travaux supplémentaires ou modificatifs**

Aucun travail supplémentaire ou modificatif, non prévu au présent descriptif ne sera admis s'il n'a pas fait l'objet d'un devis suivi d'un ordre de service établi par l'architecte sous acceptation du Maître d'Ouvrage.

#### **0.1.19. Variantes proposées par l'entreprise**

Si dans l'étude de leurs offres, les entrepreneurs jugeaient possible de proposer d'autres solutions techniques sans nuire à la solidité des ouvrages, ni à la sécurité, ni au bon fonctionnement, ni à l'esthétique de l'ensemble de la réalisation et sans enfreindre la réglementation, ni sans changer le programme établi, le Maître d'Ouvrage et l'Architecte étudieront toujours avec vif intérêt les suggestions qui pourraient leur être proposées.

#### **0.1.20. Dossiers des Ouvrages Exécutés et Dossier d'Interventions Ultérieures**

Dans le cadre des opérations préalables à la réception de l'ouvrage, l'entreprise doit fournir des plans et notices techniques qui après vérifications et compléments par le maître d'œuvre, définiront :

- Le Dossier de l'Ouvrage Exécuté (D.O.E.)
- Les consignes d'utilisation de l'ouvrage et de ses équipements (D.O.U.E.).
- Le Dossier des Interventions Ultérieures sur l'Ouvrage (D.I.U.O.).

#### **0.1.21. Comptes-rendus de chantier**

Les comptes-rendus établis après chaque réunion sont diffusés à chaque entreprise. Ils consignent les dispositions arrêtées et les diverses décisions prises pendant les réunions avec accord explicite des représentants des entreprises.

Les entreprises doivent prendre très exactement connaissance de tous les comptes-rendus qui leur sont adressés. Si certaines décisions y figurant soulèvent de leur part des observations, elles doivent en faire part, par lettre recommandée, dans les huit jours, au Maître d'œuvre. Passé ce délai, les décisions portées aux différents comptes-rendus sont réputées acceptées par toutes les entreprises qui n'ont pas fait d'observations écrites. Ils leur seront alors opposables en cas de difficulté ultérieure.

Les entreprises posent par écrit les questions qu'elles souhaitent voir évoquer à l'ordre du jour (lettre à faire parvenir au plus tard la veille du rendez-vous au bureau de chantier).

### **0.2. Organisation du chantier**

#### **0.2.1. Approvisionnement de chantier**

Chaque entreprise devra assurer, pour le temps des travaux, l'approvisionnement en matériel et matériaux jusqu'aux zones de travaux depuis l'extérieur.

#### **0.2.2. Conditions de stockage et d'enlèvement des gravois**

Il sera prévu des zones de déchargement et de stockage des matériaux et matériels dans l'emprise du chantier.

Ces zones de stockage provisoires seront définies communément avec les utilisateurs et le C.S.P.S., pour permettre l'établissement des installations de chantier. Il est bien entendu qu'un stockage provisoire sur une zone non affectée à cette fonction ne doit être que temporaire (représentant le temps d'un déchargement) et cesser instantanément sur simple injonction orale d'un membre de la Maîtrise d'œuvre.

L'enlèvement des gravois résultants du chantier aura lieu quotidiennement et sera la responsabilité de l'entreprise.

Le chantier devra être tenu convenablement ; c'est ainsi que les zones d'intervention seront débarrassées de leurs gravois au fur et à mesure de l'avancement des travaux pour assurer de bonnes conditions de travail.

#### **0.2.3. Engins et matériel de chantier**

L'entrepreneur utilisant des engins ou appareils bruyants est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les limites réglementaires.

Des dispositions spécifiques contre le bruit du chantier devront être prises en particulier vis à vis des tiers. Celles-ci seront à définir conjointement avec la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre durant l'exécution selon les contraintes locales tolérées.

Les engins et matériels de chantier devront être conformes à la législation en vigueur ou aux recommandations des services compétents du Ministère des Affaires Sociales tels que l'Inspection du Travail, la Sécurité Sociale, l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P) et respecter les normes acoustiques en site urbain. Les registres de contrôle devront pouvoir être présentés à toute réquisition. Les matériels électriques devront être réglementaires.

#### **0.2.4. Coordination S.P.S.**

Le chantier objet du présent descriptif sera réalisé en tenant compte des dispositions relatives à la sécurité et la protection de la santé applicables aux opérations de bâtiment et de génie civil, issues de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et les textes en découlant, notamment le décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994.

Le C.S.P.S. est missionné et rétribué par le Maître d'Ouvrage

L'entreprise reconnaît avoir tenu compte dans son offre des modalités d'organisation et de fonctionnement définies par les textes mentionnés ci-dessus. Les entrepreneurs seront contractuellement tenus de prendre toutes dispositions qui s'imposent et de répondre à toutes les demandes du coordinateur concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers. Tous les frais en découlant pour les entrepreneurs sont contractuellement réputés compris dans le montant de leurs marchés.

Le Plan Général de Coordination - P.G.C. - en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par le coordonnateur S.P.S. de l'opération, constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous-traitants et des travailleurs indépendants, car les dispositions qui y sont précisées peuvent être de nature à influencer sur les sommes et les moyens matériels et humains qui seront à engager par l'ensemble des entreprises pour réaliser les travaux.

Chaque entreprise devra :

- Établir et fournir tous les documents qui lui seront demandés par les Organismes de Contrôle et le Coordonnateur SPS dans le cadre exclusif de leur mission
- Produire les fiches de sécurité et techniques décrivant les risques liés à l'exploitation ultérieures des ouvrages
- Remettre au CSPS son PPSPS (plan particulier de sécurité et de protection de la santé) pour approbation dans le délai des 30 jours à compter de la notification du marché

Le P.G.C. qui est une pièce contractuelle du marché, est un document évolutif qui pourra faire l'objet d'adaptations en fonction de la vie du chantier et de la durée des tâches qui y seront entreprises. Ces modifications et adaptations seront portées à la connaissance des entreprises en cours de chantier.

Le rôle du coordonnateur SPS sera :

- D'élaborer et tenir à jour le Plan Général de Coordination (PGC),
- De procéder avec les entreprises à une visite préalable du chantier,
- De préciser aux entreprises les consignes de sécurité santé,
- D'examiner et organiser les PPSPS,
- De veiller à la mise en œuvre des principes de prévention,
- D'organiser et de contrôler la coordination des activités,
- De prendre les dispositions pour le contrôle des accès du chantier.
- De tenir le registre journal
- De constituer le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage à remettre au Maître d'Ouvrage à réception des travaux.

## **0.2.5. Obligations des entreprises**

### Avant le début d'exécution des travaux

L'entreprise devra :

- Avoir une parfaite et complète vision des travaux à exécuter, de leurs étendues et de leurs limites.
- Définir les procédés à employer pour la réalisation des travaux en accord avec l'Architecte - L'entreprise sera tenue pour responsable du procédé retenu.
- Fournir les plans d'exécution et les notices techniques des matériaux et équipements
- S'assurer du respect des points de détails établis en accord avec les autres entreprises

### Pendant d'exécution des travaux

L'entreprise devra à ses frais :

- L'ensemble de la fourniture et de la mise en œuvre de tous les ouvrages à réaliser
- La fourniture et la mise en œuvre de toutes les installations complémentaires de chantier propres nécessaires à la bonne exécution de ses travaux
- La protection complémentaire des ouvrages existants conservés. Les dispositions proposées doivent être soumises à l'avis de l'Architecte. Toutes détériorations d'ouvrages destinés à être conservés, entraînera la remise en état sans délais de ces ouvrages par l'entreprise du présent lot à ses frais
- Les précautions pour assurer le stockage des matériaux à l'abri des intempéries et des accidents.
- Les dispositifs de protection et de sécurité pour l'exécution de ses travaux.
- Les sujétions de montage et d'approvisionnement à pied d'œuvre
- Toutes ces sujétions seront incluses dans les prix unitaires et comprendront les prestations complémentaires tels que transports, installations, locations, manutentions, déposes, etc...
- La programmation des livraisons se fera en concertation avec le maître d'œuvre et en dehors des heures de fortes affluences
- Tout le matériel, (engins, outils, petit outillage, matériaux, etc..) devra être placé dans un endroit inaccessible et ne devra en aucun cas être laissé sans surveillance

### Avant la réception

L'entreprise devra à ses frais :

- Tous les nettoyages nécessaires pour la livraison des ouvrages en parfait état de propreté.
- Toutes les précautions à prendre lors du nettoyage pour ne pas endommager les ouvrages ou travaux des autres corps d'état - Toute détérioration entraînera obligatoirement la remise en état ou le remplacement aux frais de l'entreprise.
- L'évacuation complète de tous les déchets, gravois et emballages.

Elle devra toutes les prestations indispensables au complet et parfait achèvement de ses ouvrages sans qu'elle puisse prétendre à aucune majoration de prix ou indemnités supplémentaires.

Toutes ces dispositions seront considérées incluses dans la valeur des prix unitaires.

## **0.2.6. Période de préparation**

Durant la phase de préparation de chantier, les entrepreneurs devront établir un plan d'organisation du chantier en vue de limiter au maximum les nuisances de chantier.

Ce plan comportera :

- Un plan d'installation par phase
- Un plan d'organisation du chantier en vue de limiter au maximum les nuisances de chantier
- Devront être choisis tous échantillons sur modèles approuvés, tous documents ou solutions techniques et ce conformément aux dispositions définies dans le descriptif.
- Un plan de phasage et mesures prises pour assurer la sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier (depuis les travaux d'installation de chantier, jusqu'à la livraison)
- La détermination des objectifs environnementaux du chantier,
- La définition des modes opératoires permettant de diminuer les impacts pendant le chantier,
- Une réflexion sur les matériaux et énergie consommés ainsi que la logistique du chantier (stockage, transport, maintenance, atelier mécanique...) (pictogrammes des déchets)



- La maîtrise des rejets et gestion des déchets de chantier, (bordereau de suivi - simulation de production de déchets - organigramme de gestion et estimation des coûts d'élimination des déchets - plan de gestion des déchets de chantier)
- La définition de la toxicité des rejets de chantier,
- La définition du mode de recyclage des eaux de lavage des toupies à béton,
- La définition du mode de recyclage et le volume des déchets (ratios, tonnage, volume et coût des déchets),
- Les modalités d'évacuation et d'élimination des déchets (coûts avec ou sans tri),
- L'utilisation de matériels et engins homologués, en assurant un entretien régulier pendant le chantier.
- La définition du plan d'installation de chantier (zones de circulations et de stockage...)

## **0.2.7. Hygiène et sécurité**

### Hygiène et sécurité

Chaque entreprise est tenue, pour ce qui la concerne, d'assurer l'ordre et la propreté du chantier ainsi que la sécurité réglementaire, aussi bien vis-à-vis des tiers que du personnel travaillant sur le chantier. La zone de travaux devra être parfaitement signalisée et interdite au public, l'entreprise prenant à cette fin toutes dispositions utiles (mise en place de platelage, garde-corps en bordure de fouilles, etc.).

Les entreprises devront se conformer au Décret 65-48 du 8 janvier 1965 modifié et complété portant règlement d'administrations publique pour l'exécution des dispositions du livre 2 du Code du travail (titre 2 Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, et tous autres travaux concernant les immeubles et à la NF EN 12811 : Equipements temporaires de chantiers - Partie 1 : échafaudages - Exigences de performance et étude, en général (Indice de classement : P93-501-1)

### Travaux en hauteur

Chaque entreprise devra donc, chacune pour ce qui la concerne, mettre en place tous les équipements provisoires de sécurité collective et individuelle pour assurer la sécurité de son personnel, et prendre les mesures de sécurité contre les risques de chute de plus de 3,00 m du matériel ou de matériaux, que ce soit lors de l'accès aux zones de travaux, lors de l'exécution des travaux eux-mêmes ou lors de l'approvisionnement en matériel et matériaux.

Pour les toitures réalisées en matériaux fragiles notamment, l'entrepreneur devra également prendre toutes dispositions pour garantir le personnel contre les chutes à travers la toiture, conformément à la réglementation en vigueur : Recommandation R 191 du 10 juin 1981 de la CNAM.

Aucun supplément ne sera accordé après remise de l'offre pour couvrir ces sujétions, celles-ci devant être incorporées à l'offre.

Chaque entreprise devra donc mettre en place ses propres équipements de protection collective, et devront se conformer :

- À la Circulaire n° 2005/08 du 27 juin 2005 relative à la mise en œuvre du décret du 1er septembre 2004 et de l'arrêté du 21 décembre 2004
- Au décret n°2004-924 du 1er septembre 2004 (publié au J.O.R.F du 3 septembre 2004) relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail (deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret n°65-48 du 8 janvier 1965 et complété portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre 2 du Code du travail (titre 2 Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dont le personnel exécute des travaux du bâtiment, des travaux publics, et tous autres travaux concernant les immeubles.
- À l'arrêté du 21 décembre 2004 relatif aux vérifications des échafaudages et modifiant l'annexe de l'arrêté du 22 décembre 2000 relatif aux conditions et modalités d'agrément des organismes pour la vérification de conformité des équipements de travail

## **0.2.8. Nuisances de chantier**

L'entreprise est responsable du respect des lois et réglementations en vigueur pour la phase chantier

### Nuisances de chantier

Chaque entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour réduire au maximum les nuisances de chantier et respecter ainsi la réglementation en vigueur à ce sujet.

Ces nuisances concernent essentiellement :

- Les bruits de chantier ;
- Les poussières générées ;
- Les nuisances sonores et vibrations (dégradations des habitations ou structures, gêne des riverains...)
- Le non-respect en matière d'hygiène et de propreté (salissures, boues...)
- La perturbation du trafic sur la voirie publique (accidents, projections, gêne des riverains...)
- La mauvaise gestion des déchets,
- La découverte de matériaux pollués au cours des travaux,
- Les risques pour la santé humaine (émissions de particules fines nocives, accidents...)
- Les salissures des voies publiques.

Les protections, les nettoyages, les réfections des ouvrages environnants ayant fait l'objet de salissures ou dégradations de la part des Entreprises ou de leur sous-traitant même simples livreurs de matériels, devront être remis en leur état d'origine. Le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre se réservent le droit de faire exécuter ces remises en état aux frais des Entreprises défaillantes s'il n'est pas remédié à la première injonction de remise en état.

### Contraintes d'environnement

- L'entrepreneur utilisant des engins ou appareils bruyants est tenu de prendre toutes les précautions nécessaires afin de respecter les limites réglementaires.
- Des dispositions spécifiques contre le bruit du chantier devront être prises en particulier vis à vis des tiers. Celles-ci seront à définir conjointement avec la Maîtrise d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre durant l'exécution selon les contraintes locales tolérées.

### Engins et matériels de chantier

Les engins et matériels de chantier devront être conformes à la législation en vigueur ou aux recommandations des services compétents du Ministère des Affaires Sociales tels que l'Inspection du Travail, la Sécurité Sociale, l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P) et respecter les normes acoustiques en site urbain.

Les registres de contrôle devront pouvoir être présentés à toute réquisition. Les matériels électriques devront être réglementaires.  
L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les vibrations dues aux engins et matériels utilisés.

### **0.2.9. Contrôles et vérifications**

En cours d'exécution, l'entreprise est tenue de produire sur le champ à la demande de l'architecte toutes justifications sur la provenance et la qualité des matériaux.

En début de chantier, chaque entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre. Cette personne assurera le contrôle interne de démarche qualité auquel est assujettie l'entreprise.

Les vérifications auxquelles sont assujetties les entreprises doivent être réalisées à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques, sont convenablement protégées
- Au niveau de l'interface entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser permettent une bonne réalisation de ses propres prestations
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. ou règles de l'art
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par le D.T.U. et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. En particulier des essais d'écrasement du béton devront être exécutés par un Laboratoire agréé. La fréquence et le nombre des essais seront fixés en fonction de la quantité de béton mise en œuvre et de caractéristiques particulières des ouvrages réalisés

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises devront effectuer au minimum avant réception les essais et vérifications de l'Agence Qualité Construction (A.Q.C) dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées.

### **0.2.10. Gestion des déchets et déblais**

Les déchets de chantiers devront être gérés et traités par chaque entreprise pour ce qui la concerne et dans le cadre de la législation en vigueur à ce sujet.

### **0.2.11. Nettoyage et propreté du chantier**

L'entreprise devra prendre ses dispositions à ce sujet à savoir :

- Enlèvement immédiat et régulier de ses déchets et gravois,
- Nettoyage des zones d'interventions et de passages.

Sur simple constatation du Maître d'Œuvre le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire intervenir une entreprise spécialisée extérieure au chantier aux frais de l'entreprise jugée défaillante.

Chaque entreprise procédera à l'enlèvement des étiquettes et autocollants publicitaires et techniques posés ou collés sur leurs matériels.

#### En fin de chantier

Les installations de chantier, le matériel, les matériaux en excédent, ainsi que tous les gravois et décombres devront être totalement évacués en fin de chantier, et les emplacements mis à disposition remis en état, et ce, au plus tard le jour de la réception des travaux.

En fin de travaux, toutes les zones ayant été utilisées pour le chantier seront remises en état ou adaptées au projet.

Le nettoyage général de livraison sera réalisé avant réception

Dans le cas où des travaux seraient exécutés après ce nettoyage, qu'il s'agisse de travaux de finition non réalisés dans les délais prescrits ou de travaux faisant suite à des réserves émises à la réception par la Maîtrise d'œuvre, l'entreprise fera procéder à un nouveau nettoyage des locaux concernés dont les frais seront supportés par l'entreprise défaillante ou par le compte prorata si celle-ci ne pouvait être définie précisément.

Dans le cas de non-respect des clauses qui précèdent, la Maîtrise d'Œuvre, le CSPS se réservent le droit de faire exécuter le nettoyage par une entreprise extérieure et ce aux frais des entreprises défaillantes si elles sont connues, ou dans le cadre du compte prorata dans le cas contraire, et ce, sans aucune forme de mise en demeure.

### **0.2.12. Documents photographiques**

Les titulaires fourniront au Maître d'œuvre, suivant ses indications, des clichés photographiques datés.

## **0.3. Prescriptions liées aux interventions dans bâtiment existant en site occupé**

### **0.3.1. Reconnaissance des existants**

L'entreprise est réputé avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants et notamment, sans que cette liste soit limitative, qu'il a prit acte de :

- l'état général des existants et de leur degré de conservation;
- l'état de vétusté de certains éléments ou ouvrages
- la nature des matériaux constituant les existants;
- l'origine, la provenance et la nature des matériaux, matériels, équipements, produits et constituants devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché;
- les principes constructifs des existants et plus particulièrement des ossatures et structures porteuses;
- la nature, la constitution et l'état des planchers
- l'état de conservation ou de vétusté des charpentes et ouvrages similaires
- l'état de conservation et d'entretien des ouvrages destinés à assurer la sécurité des personnes;
- l'état de conservation et d'entretien des équipements techniques, installations sanitaires, électriques ou de chauffage
- et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux prévus au présent C.C.T.P. et leur coût.

Les offres des entreprises sont donc réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de ces reconnaissances et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires à une parfaite exécution de l'ouvrage, dans les termes de prix, délais et qualités demandés.

### **0.3.2. Protection des existants**

Pendant toute la durée des travaux et jusqu'à réception, les entrepreneurs sont responsables de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres existants.

L'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer, dans tous les cas, la conservation sans dommages des ouvrages existants contigus ou situés à proximité de ses mises en œuvre.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers et du personnel de chantier, l'approvisionnement des matériaux, produits et composants et pour la sortie des gravois.

### **0.3.3. Mesures conservatoires des ouvrages existants**

L'Entrepreneur devra prendre toutes dispositions pour protéger les accès, baliser le chantier et mettre en place les protections communes nécessaires en accord avec le Maître d'œuvre et le responsable de l'établissement, des locaux. Ces protections pourront être le cas échéant et sans que cela soit limitatif des platelages verticaux et horizontaux, des bâches de protection étanches ou non, des garde-gravois, des recouvrements par film polyane ou plastique, des écrans anti-poussières, des bourrelets de protection, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires sans omettre la présence d'un extincteur en état de marche à proximité des bouteilles de gaz utilisées pour les soudures, etc....

Chaque entrepreneur devra d'autre part mettre en place ses propres protections nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Toutes ces protections seront efficaces et maintenues en bon état pendant toute la durée nécessaire.

Le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage se réserve le droit, dans le cas où ils jugeraient que les protections mises en place par l'entreprise sont insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires et de les confier le cas échéant à une tierce entreprise à la charge de l'entrepreneur défaillant.

En tout état de cause, les dispositions à prendre seront telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

Les protections communes seront à la charge du compte commun des entreprises, à moins qu'une spécificité soit indiquée dans le présent C.C.T.P.

Lorsque cela sera nécessaire les revêtements de sols et plus particulièrement ceux en moquette ou textile, ainsi que les parquets seront totalement recouverts par une protection efficace et non anti-rongeurs, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour les passages, l'approvisionnement ou la sortie des gravois.

Devront être aussi efficacement protégés le mobilier, les appareils et équipements de cuisine, de salle de bains, de bureau, laboratoires ou autres.

Enfin lors des travaux de démolition, l'entrepreneur prendra toutes dispositions et toutes mesures pour éviter la propagation de la poussière.

### **0.3.4. Bruits de chantier**

#### Obligation de résultat

Dans le cadre contractuel de leurs marchés, les entrepreneurs seront tenus à une obligation de résultat.

Ils devront prendre toutes dispositions nécessaires concernant les bruits de chantier pour que les niveaux de bruits aériens émis restent dans les limites fixées par la réglementation.

Le maître de l'ouvrage ne devra en aucun cas pouvoir être inquiété en cas de dépassement des limites réglementaires. En cas d'infractions, les entrepreneurs devront immédiatement prendre les dispositions qui s'imposent.

#### Contrôles permanents dans les cas sensibles

Le chantier se trouvant dans un environnement sensible, le contrôle des niveaux des bruits de chantier devra être permanent.

Il pourra être réalisé par la mise en place de capteurs qui vérifient en permanence que le niveau sonore ne dépasse pas le niveau réglementaire.

#### Sanctions

Des sanctions pourront être prises contre les entrepreneurs, fixées par le décret du 18 avril 1995 sur la lutte contre les bruits de voisinage, lorsqu'il est porté atteinte à la tranquillité des riverains.

Les sanctions pécuniaires seront entièrement à la charge de l'entrepreneur sanctionné.

#### Coûts

Les coûts des dispositions à prendre pour respecter les différentes réglementations en matière de bruits de chantier restent à la charge de chaque entreprise et sont compris dans le prix du marché.

Ils ne pourront en aucun cas être portés au compte prorata, sauf dans le cas de mesures ou dispositions collectives.

### **0.3.5. Dépose et démolitions – Matériels de récupération**

#### Travaux de dépose et de démolition

Les travaux de dépose et de démolition devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous les travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

#### Matériaux et matériels de récupération

Le maître d'ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions.

Ces matériels, matériaux et équipements seront, le cas échéant, définis au début des travaux.

Ils seront à déposer avec soin, à trier et à ranger par l'entrepreneur dans l'enceinte du chantier aux emplacements qui lui seront indiqués en temps utile.

Les sujétions de récupération font partie du prix du marché.

Tous les autres matériaux, quels qu'ils soient, en provenance des démolitions, qu'ils soient susceptibles de réemploi ou non, seront acquis à l'entrepreneur qui pourra en disposer à son gré après enlèvement du chantier.

### **0.3.6. Adaptation de l'entreprise**

Les bureaux, salles d'audiences et locaux divers resteront occupés pendant les travaux.

Afin de réduire au maximum la gêne causée aux occupants, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour lui permettre d'avoir une grande capacité d'adaptation pour répondre aux différents cas et conditions particulières rencontrées.

L'entreprise devra également tenir compte dans son offre qu'elle devra s'adapter :

- Aux périodes d'occupation des salles d'audiences,
- Aux vacances judiciaires

### **0.3.7. Nuisances**

Les nuisances ressenties par les occupants sont essentiellement les suivantes :

- La détérioration des existants ;
- Le défaut de nettoyage journalier ;
- Les difficultés d'utilisation de certains locaux ;
- Le bruit ;
- Les poussières ;
- Les nuisances consécutives au mauvais enchaînement des travaux (non-respect des horaires fixés, interruption, absence, nombre d'ouvriers irréguliers, etc....) ;
- Les perturbations de l'emploi du temps des occupants.

Afin de réduire ces nuisances inévitables, l'entrepreneur sera tenu de prendre toutes les dispositions en ce qui concerne notamment :

- Le nombre d'ouvriers ;
- L'outillage, les appareils et machines utilisés ;
- Le mode d'exécution des travaux ;
- Les protections mises en place ;
- Les mesures de sauvegarde des existants tels que revêtements de sols, peintures, papiers peints, mobiliers et équipements.

Compte tenu des conditions du chantier, l'entrepreneur veillera à ce que les bruits de chantier ne dépassent en aucun cas les limites fixées par la réglementation.

Dans le cas où, par suite de conditions particulières, même les bruits de chantier maintenus dans les limites autorisées par la réglementation entraîneraient une gêne difficilement supportable aux occupants des constructions existantes, il pourra être demandé à l'entrepreneur de réduire encore le niveau des bruits par des dispositions appropriées. Ces dispositions seraient, le cas échéant, implicitement comprises dans les prix du marché.

### **0.3.8. Sécurité des occupants**

Toutes les dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour garantir, dans tous les cas, la sécurité des occupants.

Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Le passage sécurisé pour accéder aux bâtiments ainsi que les diverses barrières et protections seront à la charge de chaque entreprise.

Les entreprises seront tenues de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement leur être imposées en cours de chantier.

D'autre part, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

### **0.3.9. Electricité - Eau**

Les horaires de coupures indispensables à l'exécution des travaux seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

## **0.4. Conditions spécifiques**

### **0.4.1. Assurances**

Avant le démarrage des travaux, le titulaire devra remettre au maître d'ouvrage et à l'architecte ses attestations d'assurances en vigueur (Assurance décennale, assurance de responsabilité civile...).

### **0.4.2. Sous-traitances**

Le titulaire devra constituer un dossier de demande de sous-traitance pour chacun des sous-traitants qui vont réaliser des prestations dans le cadre de son marché. Le dossier sera présenté à l'architecte pour avis préalable avant et de faire la demande d'agrément auprès du maître d'ouvrage.

### **0.4.3. Travaux en présence d'amiante**

En présence d'amiante l'entreprise titulaire du présent lot devra être titulaire de personnel SOUS NIVEAU 4 pour exercer des percements, et présenter leur mode opératoire en tenant compte de la présence d'amiante dans des ragréage de voiles béton et peinture en sous-face des tribunes (pour les percements de fixation : aspiration et ou capsule).

**0.4.4. Respect du travail d'autrui**

Il importe que chaque Entreprise ait le souci constant du respect des travaux exécutés par les autres corps d'état.

Dans ce but, chacun doit s'abstenir de faire quoi que ce soit, qui, sous prétexte de simplifier sa tâche, dégrade ou salisse les ouvrages des autres corps d'état ou ne nuise à la solidité ou à la bonne finition de l'ensemble. Il sera veillé à l'observation de cette discipline nécessaire.

Les réparations ou remises en état qui seraient à faire à la suite de fautes de ce genre seront exécutées selon les ordres donnés par le Maître d'œuvre et donneront lieu à imputation au compte des Entreprises incriminées, et, dans le cas où le responsable ne pourrait être nettement déterminé, seront imputées à l'Entrepreneur qui a subi les dégâts.

**0.4.5. Solutions provisoires palliatives**

Il importe que chaque entreprise réalise ses travaux dans le délai contraint prévu sur cette opération.

En cas de retard dans l'approvisionnement ou la fabrication d'éléments constitutifs du box, les entreprises devront apporter des solutions provisoires palliatives à leurs frais afin de garantir la réalisation du box dans son intégralité dans les délais.

La ou les prestations provisoires offriront les mêmes garanties de sécurisation que la prestation décrite au présent CCTP.



Atelier d'Architecture Barré Charpentier

---

**CRÉATION DE DEUX BOX DANS LES SALLES D'AUDIENCES n°4 et n°5  
Et CIRCUIT SÉCURISÉ DES DÉTENUS à la  
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE**  
Palais Monclar - 1 rue Pensac / 20 Place Verdun  
13 100 AIX-EN-PROVENCE

---

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>PRO / DCE</b>	<b>02</b>
Février 2026	Box sécurisés

DIFFUSION :		
	10/02/2026	Première diffusion

## LOT 02 – Box sécurisés

Toutes les dispositions précisées aux C.C.T.P. de chaque lot, ainsi que sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux qu'en ce qui concerne le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

### 2.1. Généralités

#### 2.1.1. Document de référence

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.
- La RT2020 par éléments
- Le lot 00 – Généralités opposables à tous les lots du présent document.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Article 3.11 du CCAG

Les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

#### 2.1.2. Réglementation concernant les matériaux

##### Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« avis technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

##### Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un avis technique ni de procédure ATEX.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc...

##### Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

##### Marquage européen

Directive 89/106/CEE du 21 Décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 Juillet 1993 transposée en France par le décret n°92-647 du 8 Juillet 1992, remanié par le décret n°95-1051 du 20 Septembre 1995.

Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil ».

#### 2.1.3. Prise de possession de lieux

L'Entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de la signature du Marché.

L'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions notamment d'accès topographiques ou de situation. Après signature du Marché, l'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune plus-value pour sujétions particulières liées aux sites.

#### 2.1.4. Relevés sur place

L'entrepreneur doit lors de l'exécution, le relevé sur place des côtes nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Les plans d'exécution ou de calepinage seront cotés avec le plus grand soin et devront nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les calepins, les études de détails, notes de calculs et autres documents seront établis par les soins de l'entrepreneur du présent lot et soumis à l'approbation de l'architecte.

#### 2.1.5. Accès aux sites

Le Titulaire prendra à sa charge toutes les démarches afin d'obtenir auprès de responsable des sites concernés, les autorisations d'accès pour son personnel et véhicules. Il prendra connaissance des itinéraires de circulation et des règlements en vigueur à l'intérieur des sites.

Dans tous les cas, le Titulaire pourra se voir interdire (ou reporté) l'accès de tout ou partie des installations à certaines heures, en raison de l'activité.

## 2.2. Description des ouvrages

### 2.2.1. Installation de chantier

Ces installations, propres à l'entreprise, seront à la charge de l'entreprise qui sera tenue d'en assurer la fourniture, la réalisation, l'entretien, la dépose, l'évacuation et la remise en état des lieux en fin de chantier. Elles devront satisfaire aux prescriptions du PGC.

Elles comprendront notamment :

- Les panneaux de signalisation ;
- Les balisages intérieurs et extérieurs,
- L'isolation des zones d'interventions,
- Les différentes protections ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

#### Sécurité des tiers

Toutes les mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers, particulièrement des personnes travaillant dans locaux.

L'entrepreneur ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes par le maître d'œuvre ; et dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour une protection parfaitement efficace.

Aucun dépôt de matériels ou matériaux et aucun atelier de chantier ne devront être établis à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation spéciale du maître d'œuvre.

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement de gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par l'entreprise à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

Tous les échafaudages et moyens de levage doivent être inclus dans les prix unitaires

L'entreprise devra également mettre en œuvre tous les moyens et matériels pour isoler et entretenir les différentes zones d'intervention comprenant notamment :

- Isolation des zones d'interventions par cloisons provisoires, barrières héras, écran antipoussières ect...suivants demande du MOE.
- Nettoyage quotidien des zones d'intervention et des surfaces avoisinantes, y compris chargement et évacuation des produits,
- Entretien, déplacement, modification des parois de confinement en fonction de l'avancement des travaux,
- Maintien des accès,
- Dépose et remise en état en fin d'intervention, à l'identique de l'état existant avant travaux.

La réparation des dégâts causés éventuellement au bâtiment par manque de protection sera due par l'entreprise.

L'entreprise doit prévoir la fourniture et mise en œuvre d'un accès provisoire à la toiture terrasse pendant les travaux de réfection de la couverture et les travaux de serrurerie liés à celle-ci.

La totalité des zones de chantier devra être clôturée.

Toutes les installations de chantier et ouvrages provisoires d'une manière générale, seront déposés, démontés, démolis et évacués par l'entrepreneur titulaire du lot en fin de chantier à la demande de la maîtrise d'œuvre.

#### Clôtures de chantier type HERAS 2.00m Ht

Toutes les clôtures de chantier seront réalisées en grillage métallique rigide type HERAS ou équivalent sur 2,00m de hauteur avec ossature métallique appropriée fixée dans des plots béton préfabriqués amovibles.

Sujétion de déplacement suivant avancement du chantier.

Dépose et enlèvement en fin de chantier.

#### Isolement / Confinement des zones d'intervention

La prestation concerne les moyens et matériels à mettre en œuvre pour isoler hermétiquement et entretenir les différentes zones d'intervention.

### 2.2.2. Etudes d'exécution

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier.

Les plans d'exécution consistent en la production des plans de chantier comprenant les plans d'atelier, de montage et de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les spécifications à l'usage du chantier consistent en la production de tous les calculs, notes et justifications nécessaires à la réalisation des ouvrages

Ces documents :

- Respectent les principes et les définitions des documents du dossier.
- Font apparaître les tracés régulateurs, les axes et files du projet ainsi que la position avec cotes et angles des ouvrages par rapport à ces tracés, axes et files.
- Sont cotés avec le plus grand soin.
- Comprennent tous les détails à grande échelle, demandés par le maître d'œuvre.
- Sont complétés minutieusement des renseignements particuliers à l'ouvrage.
- Font apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent.
- Sont accompagnés des notes de calcul correspondantes notamment sur la résistance des vitrages.



### **2.2.3. Réalisation d'un box sécurisé dans la salle d'audience n°4**

Fabrication, fourniture et pose d'un ensemble menuisé en acier formant box sécurisé pour détenus.

L'ensemble sera composé :

- D'une façade principale semi-vitrées fixe,
- D'une façade latérale comprenant deux parties semi-vitrées fixes et une porte d'accès semi-vitrée sécurisée,
- D'une façade latérale semi-vitrée fixe.

L'ensemble devra présenter une résistance suffisante contre les actes de vandalisme.

Fixation de l'ensemble au sol, y compris toutes sujétions.

Ossature :

- Ossature en acier composée de montants et traverses aux profils de sections adaptées à l'usage et permettant notamment de recevoir les vitrages spécifiques, les panneaux d'acier et les habillages de finition en bois. Les profils destinés à rester visibles et apparents seront en forme de T.
- Les allèges seront réalisées en panneaux d'acier fixés sur des traverses de renforts positionnées entre les montants de l'ossature principale.
- Réhausse en acier fixée sur la partie supérieure du séparatif existant.
- Traverse intérieure en acier pour pose des microphones, y compris percements pour le raccordement de ces derniers
- Tous les éléments en acier seront revêtus d'une finition de type laquage. Teinte dito existant au choix de l'architecte.
- Les parcloles recevront les mêmes finitions.

Vitrages :

Les vitrages seront feuilletés anti-vandalisme : P4A, selon la norme EN 356 de type Stadip Protect ou équivalent

Réalisation de deux bandes d'ouverture en façade : 15 cm en partie basse pour passage des documents l'avocat et communication en position assise et 25 cm pour communication avec la salle en position debout.

Les assemblages des verres sera de type « bords à bords »

L'ensemble des vitrages seront traités anti-reflets.

Des bandes d'éveil à vigilance seront mise en œuvre sur les vitrages conformément à la réglementation liée à l'accessibilité.

Le motif sera de forme simple. Modèle à soumettre à l'approbation de l'architecte.

Ces bandes seront collées côté salle d'audience et positionnées à 1,10 m et 1,60 m/sol.

Portes :

Fourniture et pose d'une porte en acier semi-vitrée sécurisée dito box :

- Allège réalisée en panneaux d'acier fixés sur des traverses de renforts positionnées entre les montants de l'ossature principale.
- Vitrage feuilleté anti-vandalisme : P4A, selon la norme EN 356 de type Stadip Protect ou équivalent
- Quincaillerie et garniture :
  - Poignée des deux côtés. Cette poignée devra être particulièrement résistante en non contondante afin d'éviter les risques de dégradations et de blessures en cas de heurts dans le box.
  - Système de verrouillage des deux côtés par système à clés.
  - Serrure sur organigramme.
  - Fermes portes et butée de portes.

La fabrication, la pose et la fixation des éléments décrits ci-dessus devront tenir compte des contraintes liées à l'existant et des ouvrages réalisés par les autres corps d'état : habillage bois, bancs, sonorisation du box, éclairage....

Plafond métallique sécurisé :

Fourniture, pose et fixation d'un plafond métallique sécurisé comprenant :

- Cadre périphérique métallique,
- Ossature support permettant la pose de tôles métalliques laquées perforées,
- Découpes selon nécessités,
- Fixation anti-vandalisme ne permettant pas d'être démontée sans outils spécifiques.
- Teinte au choix de l'architecte.

### **2.2.4. Réalisation d'un box sécurisé dans la salle d'audience n°5**

Fabrication, fourniture et pose d'un ensemble menuisé en acier formant box sécurisé pour détenus.

L'ensemble sera composé :

- D'une façade principale semi-vitrées fixe,
- Deux façades latérales comprenant deux parties semi-vitrées fixes et deux portes d'accès semi-vitrée sécurisée.

L'ensemble devra présenter une résistance suffisante contre les actes de vandalisme.

Fixation de l'ensemble au sol, y compris toutes sujétions.

Ossature :

- Ossature en acier composée de montants et traverses aux profils de sections adaptées à l'usage et permettant notamment de recevoir les vitrages spécifiques, les panneaux d'acier et les habillages de finition en bois. Les profils destinés à rester visibles et apparents seront en forme de T.
- Les allèges seront réalisées en panneaux d'acier fixés sur des traverses de renforts positionnées entre les montants de l'ossature principale.
- Réhausse en acier fixée sur la partie supérieure du séparatif existant.
- Traverse intérieure en acier pour pose des microphones, y compris percements pour le raccordement de ces derniers
- Tous les éléments en acier seront revêtus d'une finition de type laquage. Teinte dito existant au choix de l'architecte.
- Les parcloles recevront les mêmes finitions.

Vitrages :

Les vitrages seront feuilletés anti-vandalisme : P4A, selon la norme EN 356 de type Stadip Protect ou équivalent

Réalisation de deux bandes d'ouverture en façade : 15 cm en partie basse pour passage des documents l'avocat et communication en position assise et 25 cm pour communication avec la salle en position debout.

Les assemblages des verres sera de type « bords à bords »

L'ensemble des vitrages seront traités anti-reflets.

Des bandes d'éveil à vigilance seront mise en œuvre sur les vitrages conformément à la réglementation liée à l'accessibilité.

Le motif sera de forme simple. Modèle à soumettre à l'approbation de l'architecte.

Ces bandes seront collées côté salle d'audience et positionnées à 1,10 m et 1,60 m/sol.

Portes :

Fourniture et pose d'une porte en acier semi-vitrée sécurisée dito box :

- Allège réalisée en panneaux d'acier fixés sur des traverses de renforts positionnées entre les montants de l'ossature principale.
- Vitrage feuilleté anti-vandalisme : P4A, selon la norme EN 356 de type Stadip Protect ou équivalent
- Quincaillerie et garniture :
  - Poignée des deux côtés. Cette poignée devra être particulièrement résistante en non contondante afin d'éviter les risques de dégradations et de blessures en cas de heurts dans le box.
  - Système de verrouillage des deux côtés par système à clés.
  - Serrure sur organigramme.
  - Fermes portes et butée de portes.

La fabrication, la pose et la fixation des éléments décrits ci-dessus devront tenir compte des contraintes liées à l'existant et des ouvrages réalisés par les autres corps d'état : habillage bois, marches bois, bancs, sonorisation du box, éclairage....

Plafond métallique sécurisé :

Fourniture, pose et fixation d'un plafond métallique sécurisé comprenant :

- Cadre périphérique métallique,
- Ossature support permettant la pose de tôles métalliques laquées perforées,
- Découpes selon nécessités,
- Fixation anti-vandalisme ne permettant pas d'être démontée sans outils spécifiques.
- Teinte au choix de l'architecte.



Atelier d'Architecture Barré Charpentier

---

**CRÉATION DE DEUX BOX DANS LES SALLES D'AUDIENCES n°4 et n°5  
Et CIRCUIT SÉCURISÉ DES DÉTENUS à la  
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE**  
Palais Monclar - 1 rue Pensac / 20 Place Verdun  
13 100 AIX-EN-PROVENCE

---

**MAITRE D'OUVRAGE**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>PRO / DCE</b>	<b>03</b>
Février 2026	Menuiseries bois

DIFFUSION :		
	10/02/2026	Première diffusion

## LOT 03 – Menuiserie bois

Toutes les dispositions précisées aux C.C.T.P. de chaque lot, ainsi que sur les plans devront être respectées, tant en ce qui concerne le choix des matériaux qu'en ce qui concerne le mode de construction et les dispositions d'ensemble.

### 3.1. Généralités

#### 3.1.1. Document de référence

Les ouvrages du présent lot devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques et des documents réglementaires qui leur sont applicables. Ils seront notamment soumis aux prescriptions des textes suivants :

- Règles professionnelles.
- Documents du CSTB.
- Cahiers des prescriptions techniques.
- DTU / CCTG.
- Règles de calcul.
- Normes NF/EN.
- Directives européennes.
- La RT2020 par éléments
- Le lot 00 – Généralités opposables à tous les lots du présent document.

L'entrepreneur est contractuellement réputé parfaitement connaître les réglementations et les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

En ce qui concerne les DTU et normes, il faut entendre tous les fascicules, additifs, errata, modificatifs, etc... connus à la date précisée ci-dessous, sauf spécifications expresses différentes dans le CCAP.

Article 3.11 du CCAG

Les textes des CCTG et CCAG à retenir sont ceux qui sont en vigueur le premier jour du mois d'établissement des prix défini au 45 de l'article 10.

#### 3.1.2. Réglementation concernant les matériaux

##### Avis techniques

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l'« avis technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

##### Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être exigés de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « techniques non courantes » ne faisant pas l'objet d'un avis technique ni de procédure ATEX.

Ces agréments ou procès-verbaux d'essais peuvent être délivrés par des organismes agréés tels que le CEBTP, le LNE, le Bureau Veritas, etc...

##### Marques de qualité

Pour tous les matériaux et fournitures entrant dans les prestations du présent lot, faisant l'objet d'une marque NF, d'un label ou d'une certification AIMCC, l'entrepreneur ne pourra mettre en œuvre que des matériaux et fournitures titulaires de la marque de qualité correspondante.

Ces marques de qualité devront être portées d'une manière apparente sur les matériaux et fournitures concernées.

##### Marquage européen

Directive 89/106/CEE du 21 Décembre 1988, modifiée par la directive 93/68/CEE du Conseil du 22 Juillet 1993 transposée en France par le décret n°92-647 du 8 Juillet 1992, remanié par le décret n°95-1051 du 20 Septembre 1995.

Un « produit de construction » est défini comme suit par la directive : « tout produit fabriqué en vue d'être incorporé, assemblé, utilisé ou installé de façon durable dans des ouvrages tant de bâtiment que de génie civil ».

#### 3.1.3. Prise de possession de lieux

L'Entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de la signature du Marché.

L'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions notamment d'accès topographiques ou de situation. Après signature du Marché, l'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune plus-value pour sujétions particulières liées aux sites.

#### 3.1.4. Relevés sur place

L'entrepreneur doit lors de l'exécution, le relevé sur place des côtes nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Les plans d'exécution ou de calepinage seront cotés avec le plus grand soin et devront nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les calepins, les études de détails, notes de calculs et autres documents seront établis par les soins de l'entrepreneur du présent lot et soumis à l'approbation de l'architecte.

#### 3.1.5. Accès aux sites

Le Titulaire prendra à sa charge toutes les démarches afin d'obtenir auprès de responsable des sites concernés, les autorisations d'accès pour son personnel et véhicules. Il prendra connaissance des itinéraires de circulation et des règlements en vigueur à l'intérieur des sites.

Dans tous les cas, le Titulaire pourra se voir interdire (ou reporté) l'accès de tout ou partie des installations à certaines heures, en raison de l'activité.

## 3.2. Description des ouvrages

### 3.2.1. Installation de chantier

Ces installations, propres à l'entreprise, seront à la charge de l'entreprise qui sera tenue d'en assurer la fourniture, la réalisation, l'entretien, la dépose, l'évacuation et la remise en état des lieux en fin de chantier. Elles devront satisfaire aux prescriptions du PGC.

Elles comprendront notamment :

- Les panneaux de signalisation ;
- Les balisages intérieurs et extérieurs,
- L'isolation des zones d'interventions,
- Les différentes protections ;

Cette liste n'est pas exhaustive.

#### Sécurité des tiers

Toutes les mesures devront être prises par l'entrepreneur pour garantir dans tous les cas la sécurité des tiers, particulièrement des personnes travaillant dans locaux.

L'entrepreneur ne pourra se refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes par le maître d'œuvre ; et dans ce cas, il ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour une protection parfaitement efficace.

Aucun dépôt de matériels ou matériaux et aucun atelier de chantier ne devront être établis à l'intérieur du bâtiment, sauf autorisation spéciale du maître d'œuvre.

Les abords du chantier ainsi que les aires utilisées pour l'amenée des matériaux et l'enlèvement de gravois devront être restitués en fin de travaux en leur état de début de travaux.

Toutes dispositions devront être prises par l'entreprise à cet effet.

Dans le cas contraire, tous les travaux de remise en état nécessaires seront supportés par les entreprises.

Tous les échafaudages et moyens de levage doivent être inclus dans les prix unitaires

L'entreprise devra également mettre en œuvre tous les moyens et matériels pour isoler et entretenir les différentes zones d'intervention comprenant notamment :

- Isolation des zones d'interventions par cloisons provisoires, barrières héras, écran antipoussières ect...suivants demande du MOE.
- Nettoyage quotidien des zones d'intervention et des surfaces avoisinantes, y compris chargement et évacuation des produits,
- Entretien, déplacement, modification des parois de confinement en fonction de l'avancement des travaux,
- Maintien des accès,
- Dépose et remise en état en fin d'intervention, à l'identique de l'état existant avant travaux.

La réparation des dégâts causés éventuellement au bâtiment par manque de protection sera due par l'entreprise.

L'entreprise doit prévoir la fourniture et mise en œuvre d'un accès provisoire à la toiture terrasse pendant les travaux de réfection de la couverture et les travaux de serrurerie liés à celle-ci.

La totalité des zones de chantier devra être clôturée.

Toutes les installations de chantier et ouvrages provisoires d'une manière générale, seront déposés, démontés, démolis et évacués par l'entrepreneur titulaire du lot en fin de chantier à la demande de la maîtrise d'œuvre.

#### Clôtures de chantier type HERAS 2.00m Ht

Toutes les clôtures de chantier seront réalisées en grillage métallique rigide type HERAS ou équivalent sur 2,00m de hauteur avec ossature métallique appropriée fixée dans des plots béton préfabriqués amovibles.

Sujétion de déplacement suivant avancement du chantier.

Dépose et enlèvement en fin de chantier.

#### Isolement / Confinement des zones d'intervention

La prestation concerne les moyens et matériels à mettre en œuvre pour isoler hermétiquement et entretenir les différentes zones d'intervention.

### 3.2.2. Etudes d'exécution

Les études d'exécution consistent en l'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier.

Les plans d'exécution consistent en la production des plans de chantier comprenant les plans d'atelier, de montage et de mise en œuvre nécessaires à la réalisation des ouvrages.

Les spécifications à l'usage du chantier consistent en la production de tous les calculs, notes et justifications nécessaires à la réalisation des ouvrages

Ces documents :

- Respectent les principes et les définitions des documents du dossier.
- Font apparaître les tracés régulateurs, les axes et files du projet ainsi que la position avec cotes et angles des ouvrages par rapport à ces tracés, axes et files.
- Sont cotés avec le plus grand soin.
- Comprennent tous les détails à grande échelle, demandés par le maître d'œuvre.
- Sont complétés minutieusement des renseignements particuliers à l'ouvrage.
- Font apparaître les ouvrages avec lesquels ils sont en contact ou dans lesquels ils s'insèrent.
- Sont accompagnés des notes de calcul correspondantes.

### 3.2.3. Dépose en conservation, déplacement et repose de mobiliers

Dépose en conservation, déplacement et repose du mobilier en bois (banc, tables...) situé dans les salles d'audience. L'opération s'inscrit dans le cadre du réaménagement intérieur selon le plan projeté. Les éléments seront conservés en vue de leur réutilisation, dans des

conditions garantissant leur intégrité et leur valeur patrimoniale.

Prestations à réaliser :

L'ensemble du mobilier sera :

- Déposé soigneusement, sans dommage, en désolidarisant chaque banc de son support d'origine,
- Emballé et protégé par des matériaux adaptés (feutres, mousse, film, etc.) et stocké à l'abri de l'humidité, des chocs et des détériorations pendant toute la durée des travaux,
- Réimplanté dans la configuration définie par le plan projet de l'architecte, avec toutes les adaptations nécessaires pour assurer leur stabilité et leur esthétique.

La prestation comprend notamment :

- La désolidarisation minutieuse du mobilier avec l'estrade ou le sol existant,
- La dépose soignée des anciennes fixations, avec rebouchage des percements à l'aide d'un mastic teinté de teinte strictement identique au bois existant,
- La fourniture et la pose de nouvelles fixations adaptées à la structure existante (sol ou estrade),
- Les percements complémentaires nécessaires à la repose des bancs dans leur nouvelle implantation,
- Les rebouchages de tous les anciens percements devenus inutiles, avec finition affleurante et mastic teinté,
- Et, plus généralement, toutes sujétions de finition (retouches, ajustages, calages) nécessaires à une intégration parfaite du mobilier repositionné.
- Responsabilité :  
L'entreprise sera entièrement responsable du mobilier pendant toute la phase de dépose, stockage, manipulation et repose. Toute détérioration ou perte entraînera remplacement ou remise en état à l'identique à ses frais.

L'entreprise prévoira dans son offre le remplacement des fixations détériorées ne pouvant être réutilisées dans le cadre du projet.

Exécution suivant plans de détails Architecte.

Localisation :

Salles audience n°4 et n°5

L'ensemble du mobilier sera déplacé et repositionné conformément au plan projet. Il sera déposé avec le plus grand soin en vue d'un réemploi dans le cadre du projet.

Il sera emballé et conservé à l'abri de toute dégradation jusqu'à sa remise en place.

L'entreprise sera responsable de ces équipements jusqu'à leur remise en place.

### **3.2.4. Prolongement de l'estrade existante en bois**

Réalisation d'un plancher surélevé en bois dans le prolongement de l'estrade prétoire, en continuité architecturale et fonctionnelle avec l'existant.

Prestations à réaliser :

Les travaux comprendront notamment :

- La mise en œuvre d'une structure en bois massif, constituée de solives et poteaux bois porteurs, formant l'ossature de l'estrade et des marches. Assemblages par visserie et chevillage selon les règles de l'art,
- La pose d'un plancher bois identique à l'existant, avec éléments indémontables sans outils spécifiques, garantissant une stabilité et une finition pérennes,
- La fourniture et pose de toutes les pièces de fixation, finition et raccordement, assurant une parfaite continuité d'aspect, de planéité et de finition avec l'estrade actuelle,
- L'application d'un traitement fongicide et insecticide sur tous les éléments bois mis en œuvre, selon la classe d'emploi adaptée (Classe 2 ou 3 selon NF EN 335).

Le plancher devra avoir une capacité de charge de 300 kg/m².

Protection de l'ouvrage jusqu'à la réception.

Exécution suivant plans de détails Architecte.

Localisation :

Suivant plans architectes – Estrade du prétoire salle d'audience n°5

### **3.2.5. Création d'une paroi brise vue en bois avec porte d'accès**

Fourniture et la mise en œuvre d'une paroi brise-vue menuisée en bois, d'une hauteur finie de 2,00 m environ, intégrant une porte d'accès invisible dans l'alignement de la paroi, destinée à assurer la séparation visuelle tout en garantissant la continuité esthétique et fonctionnelle de l'ensemble.

La paroi sera constituée d'un ensemble menuisé en panneaux bois naturel, formant un écran opaque et décoratif.

Elle devra présenter un aspect homogène, avec joints et assemblages discrets, conformément au calepinage existant des parois de la salle.

La structure de la paroi sera composée :

- D'une ossature porteuse en bois massif, panneaux techniques type CTBX ou acier, fixée mécaniquement aux supports existants (sol estrade, murs ou éléments structurels).
- D'un habillage en panneaux bois : Panneaux MDF ou multiplis plaqués bois naturel identique à l'existant.
- Finition vernie ou stratifiée résistante aux chocs et à l'usure.
- De profils de finition, moulures ou couvre-joints assurant la continuité esthétique.

La porte d'accès sera intégrée dans la trame des panneaux afin d'assurer une parfaite continuité visuelle.

La paroi comportera une porte menuisée dissimulée comprenant :

Vantail plein, réalisé dans les mêmes matériaux et finitions que la paroi. Huisserie intégrée ou invisible. Charnières invisibles ou paumelles encastrées. Système de fermeture par serrure à cylindre européen ou dispositif équivalent. Ferme porte.

Butées et joints amortisseurs.

Largeur minimale de passage : 0,90 m

La porte devra assurer la continuité du calepinage et rester visuellement intégrée au calepinage de la paroi en position fermée.

Finitions

Teinte et essence bois : selon choix architectural et échantillons validés.

Parements muraux avec exigence réaction au feu M2 selon réglementation ERP.

Arêtes adoucies. Absence de fixations apparentes. Aligement parfait des panneaux et moulurations.

Mise en œuvre

La pose comprendra :

- Relevé préalable des côtes.
- Fourniture des plans d'exécution et calepinage.
- Fabrication en atelier.
- Protection des ouvrages avant pose.
- Mise en place, réglages et fixation mécanique conforme aux DTU menuiserie intérieure.
- Raccords soignés avec ouvrages adjacents.
- Essais, réglages et mise en service.

L'ensemble devra présenter une rigidité suffisante pour éviter toute déformation ou vibration.

Dimensions : Hauteur finie : 2,00 m ± tolérances d'exécution.

Largeur : suivant plans architecte

Épaisseur totale : adaptée à la stabilité et à l'intégration de la porte.

Localisation :

Suivant plans architectes – sur estrade du prétoire salle d'audience n°5

### 3.2.6. Bancs pour box

Fabrication, pose et ajustage de bancs avec dossier, comprenant :

- Assises, jambages et dossiers en panneaux alvéolés avec âme en carton prise en sandwich entre deux panneaux de particules haute densité revêtues d'un placage en stratifié y compris chants ;
- Fixation des bancs au sol par équerres invisibles métalliques, vis et chevilles.

L'entrepreneur devra prévoir également dans son prix :

- Ossature éventuelle non visible en sapin et métal ;
- Toutes les pièces de fixations, finitions et raccordements ;
- Fixations sur équerres pour meubles déposables.

Exécution suivant plans de détails Architecte.

- Modèle 3 assises
- Modèle 2 assises

Protection de l'ouvrage jusqu'à la réception.

Localisation :

Suivant plans architectes – dans les box des salles d'audience n°4 et n°5

### 3.2.7. Habillages bois massifs décoratifs

Fabrication, fourniture, pose et ajustage d'habillages d'allèges en bois massifs fixés sur l'ossature du box détenus.

L'essence de bois utilisée sera identique à celle existante.

La prestation comprend :

- Ossature éventuelle non visible ;
- Les réservations dans panneaux suivant demande des lots techniques ;
- Toutes les pièces de fixations, finitions et raccordements ;
- Habillage de l'allège pleine de la porte assortie au soubassement bois du box ;
- Cimaies démontables devant pareclose des vitrages du box ;
- Modénatures et dessins assortie au mobilier existant.

Exécution suivant plans de détails Architecte.

Protection de l'ouvrage jusqu'à la réception.

L'habillage bois devra recouvrir la traverse basse de l'ossature métallique de la partie vitrée.

Finition : application d'un vernis mat.

Parements muraux avec exigence réaction au feu M2 selon réglementation ERP.

Localisation :

Suivant plans architectes – Habillage des soubassements des box des salles d'audience n°4 et n°5.

### **3.2.8. Création d'un escalier bois de raccordement en continuité de l'estrade existante**

Réalisation d'un escalier de 2 marches et 3 hauteurs en continuité architecturale et fonctionnelle avec l'existant.

Prestations à réaliser :

Les travaux comprendront notamment :

- La mise en œuvre d'une structure en bois formant les marches en bois avec une finition identique à l'estrade existante, comprenant des nez de marche antidérapants, contrastés et striés, conformes aux normes d'accessibilité,
- La fourniture et pose de toutes les pièces de fixation, finition et raccordement, assurant une parfaite continuité d'aspect, de planéité et de finition avec l'estrade actuelle,
- L'application d'un traitement fongicide et insecticide sur tous les éléments bois mis en œuvre, selon la classe d'emploi adaptée (Classe 2 ou 3 selon NF EN 335).

Protection de l'ouvrage jusqu'à la réception.

Localisation :

Suivant plans architectes – dans les box de la salle d'audience n°5

### **3.2.9. Tablettes rabattables**

Fourniture et mise en œuvre de deux tablettes rabattables, à installer dans la salle d'audience n°4 selon plans et emplacements définis par l'architecte.

Prestations à réaliser :

La prestation comprendra :

- La fourniture de tablettes rabattables de dimensions adaptées à l'usage (largeur à définir selon les plans), en panneau bois naturel, finition teinte assortie au mobilier existant,
- La mise en œuvre de consoles rabattables en métal laqué ou inox, système robuste à blocage sécurisé en position haute et repliable à l'horizontale sans à-coup,
- La pose soignée avec fixation adaptée au support, incluant chevilles, visserie et renforts éventuels, indémontable sans outils spécifiques,
- Alignement précis, stabilité, planéité et absence de jeu dans les articulations,
- Toutes sujétions de finition : cache-fixations, retouches, raccords éventuels.

Exigences techniques :

- Capacité de charge minimale : 20 kg uniformément répartis,
- Dispositif de blocage ou retenue sécurisé en position ouverte,
- Respect de l'esthétique existante (finition, couleur, alignement).

Exécution suivant plans de détails Architecte.

Localisation :

Suivant plans architectes – Table de justice de la salle d'audience n°4

### **3.2.10. Pose de bandeaux ventouses sur portes**

Mise en œuvre et la pose de bandeaux ventouses sur portes existantes.

Les bandeaux ventouses seront fournis par le lot Contrôle d'accès.

La prestation comprend exclusivement la préparation des supports, l'adaptation des ouvrages menuisés et la pose des équipements.

Les travaux comprendront notamment :

- La reconnaissance préalable des portes supports et la vérification de leur compatibilité avec la pose des bandeaux ventouses.
- Les travaux d'adaptation des menuiseries existantes, incluant usinages, renforts internes éventuels et mise à niveau des supports nécessaires à la fixation des équipements.
- La fourniture et la pose des platines, cales, habillages, caches et accessoires nécessaires à la parfaite intégration des bandeaux ventouses.
- La fixation mécanique des bandeaux ventouses conformément aux prescriptions du fabricant et aux indications du lot Contrôle d'accès.
- Le réglage des jeux fonctionnels permettant le bon fonctionnement du dispositif de verrouillage électromagnétique.
- La réalisation des finitions, reprises et raccords sur les ouvrages existants afin d'assurer la continuité esthétique.

Le titulaire du présent lot devra assurer la parfaite coordination avec le lot Contrôle d'accès pour :

- La définition des implantations,
- La compatibilité avec les équipements fournis,
- Les réglages et essais fonctionnels.
- Les raccordements électriques restent à la charge du lot Contrôle d'accès.

Les ouvrages devront garantir la solidité et la durabilité des fixations, ne pas altérer les performances mécaniques, coupe-feu ou acoustiques éventuelles des portes et respecter les prescriptions réglementaires applicables aux ERP et aux issues de secours.

Le titulaire devra assurer la protection des ouvrages existants pendant toute la durée des travaux et procéder au nettoyage complet des zones d'intervention avant réception.

Localisation :

Suivant plans architectes – Portes du circuit sécurisé détenus.





Atelier d'Architecture Barré Charpentier

---

**CRÉATION DE DEUX BOX DANS LES SALLES D'AUDIENCES n°4 et n°5  
Et CIRCUIT SÉCURISÉ DES DÉTENUS à la  
COUR D'APPEL D'AIX-EN-PROVENCE**  
Palais Monclar - 1 rue Pensac / 20 Place Verdun  
13 100 AIX-EN-PROVENCE

---

**MAÎTRE D'OUVRAGE**

MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
Délégation Interrégionale du SG Sud Est – Département Immobilier  
350 Avenue du Club Hippique – CS 70456  
13 096 AIX-EN-PROVENCE CEDEX 2

**ARCHITECTES**

Atelier d'Architecture Barré Charpentier  
146 Boulevard du Sablier  
13 008 MARSEILLE  
Tél : 04 91 79 84 50  
barrecharpentier@architectes.org

PHASE	Dossier de Consultation des Entreprises
<b>PRO / DCE</b>	<b>04</b>
Février 2026	Électricité / Contrôle d'accès / Éclairage de sécurité

DIFFUSION :		
	10/02/2026	Première diffusion

## **LOT 04 – Électricité / Contrôle d'accès / Éclairage de sécurité**

### **1 PRESCRIPTIONS GENERALES**

#### **1.1 OBJET**

La présente notice descriptive CCTP a pour but de décrire en phase PRO/DCE les travaux d'Electricité Courants Forts & Faibles à réaliser dans le cadre des **Travaux de création de deux box dans les salles d'audience n°4 et 5 de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence** :

Cet aménagement se fait dans un bâtiment existant.

Les travaux envisagés sont principalement des travaux d'aménagements intérieurs et de sécurisation dans un bâtiment existant, des travaux de :

- Installation de chantier / études d'exécution : 1 ENS.
  - Neutralisation et déposes zone travaux : 1 ENS.
  - Séparation éclairage entre sas et salle des délibérés n°1 : 1 ENS.
  - Déplacement sonnerie audience salle n°5 : 1 U.
  - Éclairage des nouveaux box (bandeaux LED) : 2 U.
  - Alimentation des bandeaux ventouses : 9 U
  - Pose d'un bloc secours dans la salle d'audience n°5 : 1 U.
  - Contrôle d'accès du circuit sécurisé geôles sous-sol <-> box salle d'audience n°4 et box salle d'audience n°5 : 1 ENS.
- Fourniture des bandeaux ventouses au lot 03, interrupteurs à clé pour « *scénario escorte* » dans bureau chef de poste geôles et dans les 2 box, lecteurs de badge sur les portes concernée, voyant lumineux témoin d'activation du circuit et BBG vert sous capot et alarme.
- Etc...

Les installations Electriques seront raccordées sur les tableaux divisionnaires de l'étage concernés.

#### **1.2 CLASSEMENT DU BATIMENT**

Le bâtiment existant est classé ERP 2<sup>ème</sup> catégorie.

#### **1.3 Exigences énergétiques et environnementales du projet**

- Sans objet

#### **1.4 DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX A REALISER**

##### **1.4.1 Courants Forts :**

- L'isolement avec le bâtiment existant tout en le laissant en fonctionnement
- La dépose de toutes les installations zone travaux
- Eclairage intérieur
- Eclairage de sécurité
- Ensemble des appareillages et commandes.
- Câblage et cheminement
- Attentes électriques

##### **1.4.2 Courants Faibles :**

- L'isolement avec le bâtiment existant tout en le laissant en fonctionnement
- Contrôle d'accès du circuit sécurisé geôles sous-sol <-> box salle d'audience n°4 et box salle d'audience n°5 ;

#### **1.5 CONTRAINTES PARTICULIERES D'EXECUTION**

Lorsque les travaux se déroulent, toutes les dispositions seront prises par le présent lot (congé du personnel, approvisionnement du matériel) pour respecter les délais contractuels.

Les entreprises soumissionnaires sont tenues de prendre connaissance de la totalité du Dossier d'Appel d'Offres et notamment des documents suivants :

- Prescriptions communes à tous les lots
- Plan général de coordination
- Planning des travaux
- C.C.T.P de chaque lot

Le présent lot prendra connaissance du lot N°00 pour les Dispositions Communes

#### **1.5.1 Prise de possession de lieux**

L'Entrepreneur prendra possession des lieux dans l'état où ils se trouveront le jour de la signature du Marché. L'Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance des lieux et des sujétions notamment d'accès topographiques ou de situation. Après signature du Marché, l'Entrepreneur ne pourra réclamer aucune plus-value pour sujétions particulières liées aux sites.

#### **1.5.2 Reconnaissance des existants**

L'entreprise est réputée avoir, avant remise de leur offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants et notamment, sans que cette liste soit limitative, qu'il a pris acte de :

- L'état général des existants et de leur degré de conservation ;
- L'état de vétusté de certains éléments ou ouvrages
- La nature des matériaux constituant les existants ;
- L'origine, la provenance et la nature des matériaux, matériels, équipements, produits et constituants devant être remplacés, pour déterminer les possibilités de remplacement à l'identique ou par des fournitures analogues dans le cas où les produits d'origine ne seraient plus disponibles sur le marché ;
- Les principes constructifs des existants et plus particulièrement des ossatures et structures porteuses ;
- La nature, la constitution et l'état des planchers
- L'état de conservation ou de vétusté des charpentes et ouvrages similaires
- L'état de conservation et d'entretien des ouvrages destinés à assurer la sécurité des personnes ;
- L'état de conservation et d'entretien des équipements techniques, installations sanitaires, électriques ou de chauffage
- Et en général tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux prévus au présent C.C.T.P. et leur coût.

#### **1.5.3 Relevés sur place**

L'entrepreneur doit lors de l'exécution, le relevé sur place des côtes nécessaires à l'exécution de ses ouvrages.

Les plans d'exécution ou de calepinage seront cotés avec le plus grand soin et devront nettement distinguer les diverses natures d'ouvrages et les qualités de matériaux à mettre en œuvre.

Les calepins, les études de détails, notes de calculs et autres documents seront établis par les soins de l'entrepreneur du présent lot et soumis à l'approbation de l'architecte.

#### **1.5.4 Accès aux sites**

Le Titulaire prendra à sa charge toutes les démarches afin d'obtenir auprès du responsable des sites

concernés, les autorisations d'accès pour son personnel et véhicules. Il prendra connaissance des itinéraires de circulation et des règlements en vigueur à l'intérieur des sites.

Dans tous les cas, le Titulaire pourra se voir interdire (ou reporté) l'accès de tout ou partie des installations à certaines heures, en raison de l'activité.

### **1.5.5 Sécurité des occupants**

Toutes les dispositions seront à prendre par l'entrepreneur pour garantir, dans tous les cas, la sécurité des occupants.

Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Les entreprises seront tenues de respecter les modifications des horaires de travail qui pourraient éventuellement leur être imposées en cours de chantier.

D'autre part, tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition de l'entrepreneur ne seront pas démontées et les lieux remis en état, l'entrepreneur restera seul responsable de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

### **1.5.6 Electricité - Eau**

Les horaires de coupures indispensables à l'exécution des travaux seront soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

## **1.6 ALLOTISSEMENT DES TRAVAUX**

- Lot N°00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS
- Lot N°01 – TRAVAUX SECOND OEUVRE
- Lot N°02 – BOX SECURISE
- Lot N°03 – MENUISERIES BOIS
- Lot N°04 – ELECTRICITE – CONTROLE D'ACCES – ÉCLAIRAGE DE SÉCURITÉ

D'autre part, l'entrepreneur du présent lot doit la préparation de son intervention et devra coordonner ces interventions en fonction des autres lots composant cette opération.

Chaque entreprise doit comprendre dans ses prix les incidences pour sujétions de travaux dans la mesure des risques générés.

## **2 REGLEMENTATION - BASE DE CALCULS – SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

### **2.1 NORMES ET TEXTES APPLICABLES**

L'entrepreneur est contractuellement réputé être en possession et connaître parfaitement tous les documents contractuels applicables aux travaux de son marché.

Les calculs des installations et l'exécution des travaux seront conformes aux Règles de l'Art, Documents Techniques Unifiés, Normes, Décrets, Circulaires et Arrêtés en vigueur dans leur version les plus récentes et notamment :

- Au code du travail
- A la norme NFC 14-100 relative aux branchements basse tension
- A la norme NFC 15-100, ses annexes, guides et additifs, édités par l'U.T.E., concernant les installations électriques à basse tension. L'attention de l'Entrepreneur est attirée sur le fait que cette norme l'oblige également à suivre toutes les normes et publications référencées dans cet ouvrage.
- Au décret du 4 novembre 1993 relatif à la signalisation de sécurité et de santé dans les lieux de travail et les signaux acoustiques
- A l'arrêté du 26 février 2003 relatif aux circuits et éclairage de sécurité
- Au règlement sanitaire départemental en vigueur sur les lieux de l'installation à réaliser.
- Au décret du 30 Août 2010 et tout additif, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.
- Au décret du 2 août 1983 relatif à l'éclairage des lieux de travail.
- A la norme NF EN 60-598 relative aux appareils d'éclairage
- Aux documents DTU
- Aux prescriptions du concessionnaire d'énergie selon les directives éventuelles du centre

de distribution local.

- A l'arrêté du 25 juin 1980 relatif au règlement de sécurité incendie dans les établissements recevant du public ainsi que tous les arrêtés modificatifs et complémentaires qui s'y rapportent.
- Au décret du 31 mars 1992 concernant la sécurité et la santé dans les lieux de travail
- Les normes NF S 61-930 à 61-940, 61-950, 61-961 et 61-962 relatives aux Systèmes de Sécurité Incendie
- **L'arrêté du 17 mai 2024 modifiant diverses dispositions des règlements de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public applicable aux nouvelles installations électriques et systèmes de sécurité (câbles, éclairage, SSI...) afin qu'elles respectent la nouvelle classification Cca-s2, d2, a2.**

## **2.2 BASES ET METHODES DE CALCULS**

### **2.2.1 Section des conducteurs**

Les sections des conducteurs seront établies conformément à la norme C.15.100.

Les chutes de tension devront être définies suivant le tableau 52W de la norme NFC 15.100.

### **2.2.2 Pouvoirs de coupure**

Chaque appareil de protection devra avoir le pouvoir de coupure nécessaire pour supporter le courant de court-circuit calculé au point de leur installation.

Avant exécution, l'entrepreneur fournira pour approbation un schéma précisant les caractéristiques des appareillages installés en rapport avec la valeur des courants de court-circuit.

### **2.2.3 Puissances installées à adopter pour les calculs**

Pour les calculs, les puissances suivantes seront adoptées :

#### **Éclairage**

Puissance de la lampe plus son appareillage suivant données du constructeur de l'appareil d'éclairage.

#### **Prises de courant**

Pour les prises de courant, les puissances ci-après seront retenues sauf contre-indications des plans, ou données fournies par les entreprises adjudicataires des autres lots :

- 2 x 10/16 A + T 200 W pour les PC de services
- 2 x 10/16 A + T 300 W pour les PC dédiées à l'informatique
- 2 x 20 A + T 500 W
- 4 x 20 A + T 2500 W
- 2 x 32 A + T 1000 W
- 4 x 32 A + T 3000 W

#### **Force motrice**

Puissance suivant indications des entreprises adjudicataires des autres lots.

### **2.2.4 Eclairage minimum**

Tous les niveaux d'éclairement ci-après sont donnés en lux.

Pour les calculs de surfaces à éclairer, les bases suivantes seront retenues :

- La zone de calcul sera la surface totale au niveau du sol à laquelle on soustrait une bande périphérique de 0,5m

Les niveaux d'éclairements seront demandés sur le plan utile

- Hauteur du plan utile : 0.8m

Les facteurs de réflexion auront pour valeur :

- Plafond : 0.7
- Murs : 0.5
- Sol : 0.2

Le facteur de maintenance aura pour valeur : 0.9

Niveau requis d'éclairage sont les suivants :

Sanitaires	150 lux avec un minimum de 100 lux au sol
Accueil	300 lux
Bureaux	500 lux
Locaux techniques	250 lux
Rangement, réserves	300 lux
Circulations	150 lux avec un minimum de 100 lux au sol
Extérieur PMR	20 lux

### **2.3 BILAN DE PUISSANCE**

La base de calcul pour effectuer le bilan de puissance respectera :

Le guide UTE C15 105 pour les facteurs de simultanéité en fonction de l'utilisation

La norme NF C 63 410 pour les facteurs de simultanéité des armoires de distribution.

### **2.4 NIVEAUX SONORES**

Les niveaux de pressions sonores engendrés par les installations de courants forts et de courants faibles seront :

- Inférieurs à 35 dB(A) pour les installations intérieures en respectant l'arrêté du 25-04-03,
- Conformes à la réglementation en vigueur pour les installations extérieures aux bâtiments (Norme NFS 31010)

Tous les travaux nécessaires au respect de ces contraintes et des contraintes liées aux normes en vigueur au moment de travaux seront à la charge de l'entreprise adjudicataire du présent lot.

### **2.5 PLANS DE SYNTHESE**

Pendant toute la durée des études de réalisation, l'entrepreneur devra participer à la cellule de synthèse.

La mission de synthèse s'organisera autour des entreprises concernées, avec la participation des conducteurs de travaux et ou chefs de chantier, la maîtrise d'œuvre et les BET EXE des entreprises.

### **2.6 PLANS TECHNIQUES & D'EXECUTION**

Les Plans Techniques et architecturaux, joints au présent Dossier d'Appel d'Offres, ne sont que des Plans Directeurs établis pour aider à la compréhension des travaux à réaliser et faciliter le chiffrage des Entreprises. Ils ne sauraient, en aucun cas, être considérés et utilisés comme des Plans d'Exécution des Ouvrages.

Les Plans d'Exécution des Ouvrages, ainsi que l'ensemble des calculs, sont dus par l'Entreprise Adjudicataire. Ils devront être soumis aux approbations écrites du Maître d'œuvre, du Bureau d'Etudes Techniques et du Bureau de Contrôle avant toute exécution.

Etablissement et fourniture des documents en début de chantier, en cours d'exécution, et en fin de travaux :

- Documents d'exécution (plans, schémas, notes de calculs), y compris les mises à jour.
- Reprise en DAO des plans des existants non disponibles au format dwg.
- Fiches d'essais COPREC
- Plans de récolement, notice d'entretien, dossiers DOE et DIUO en dwg suivant les spécifications techniques des futurs utilisateurs.

**2.7 FORMATION DU PERSONNEL**

A la fin du chantier et à une date fixée par le maître d'ouvrage, l'entrepreneur délèguera un représentant qualifié pour former le personnel :

- Sur la constitution et la fonction des appareils
- Sur l'utilisation et la manœuvre des organes de commande, de sécurité et de contrôle
- Sur le fonctionnement des installations
- Sur les opérations de maintenance et d'entretien courant.

### **3 PREPARATION DE CHANTIER – DEPOSES - LIMITES DE PRESTATIONS**

**3.1 PREPARATION DE CHANTIER**

Le présent lot devra se référer au Lot N°00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS pour l'organisation du chantier, des alimentations en ELEC et évacuation du chantier.

L'Entrepreneur du présent lot devra, conformément au CCAP :

- L'installation de chantier en Electricité
- Les plans d'exécution
- Les plans de synthèse Electricité

Le titulaire ou le mandataire du présent corps d'état devra se coordonner avec tous les corps d'état afin de convenir avec eux des dispositions communes à adopter en ce qui concerne la réalisation de leurs ouvrages respectifs.

L'entrepreneur du présent lot devra, pendant toute la durée du chantier et autant de fois que nécessaire, le nettoyage et l'enlèvement des déchets, gravois, etc. provenant de la dépose et de la mise en œuvre de tous ses ouvrages.

L'entrepreneur devra également les percements dans les voiles de façades et l'évacuation à la décharge de tout le matériel et des matériaux déposés par ses soins.

Il devra également les rebouchages des murs, cloisons, planchers, etc. suite à la dépose des équipements.

**3.2 INSTALLATION DE CHANTIER**

L'ensemble des installations électriques de chantier nécessaires aux divers corps d'état, seront fournies et posées par l'Entrepreneur du présent lot.

Le présent lot prendra référence du Lot N°00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS pour l'installation de chantier.

- NOTA : Les consommations électrique seront prises en charges par le maître d'ouvrage

L'entrepreneur devra également l'éclairage de chantier conforme aux réglementations de l'AFE et au code du travail.

L'entreprise du présent devra une installation complète de chantier comprenant les éléments suivants :

- L'installation des coffrets de prise de chantiers ainsi que leur câblage depuis le compteur chantier. Il sera prévu 1 coffret composé par exemple de 4 PC Mono et 2 PC Tri+N+T
- Eclairage de chantier y compris éclairage de sécurité des zones en travaux et remplacement systématique des ampoules pendant toute la durée du chantier

La fourniture d'une attestation de conformité de l'installation de chantier par un organisme agréé.

### **3.3 SPECIFICATION CONCERNANT LE MATERIEL ET LA MISE EN ŒUVRE**

#### **3.4.1 Choix du matériel**

Le matériel installé doit avoir les caractéristiques minimales imposées dans le présent CCTP. Toute proposition différente de celle prescrite ne peut être envisagée qu'après l'accord reçu du Maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, suite à une demande écrite de l'entrepreneur avec indication des références et caractéristiques du matériel proposé en remplacement. Le matériel devra être conforme aux normes et estampillé USE. L'indice de protection et la résistance au choc de tout le matériel mis en œuvre, seront conformes aux normes en fonction de la classification des locaux à équiper.

Tous les matériaux n'ayant pas fait l'objet d'un contrat de traditionnaliste et les éléments d'ouvrage dits de technique nouvelle devront posséder un avis technique du CSTB ou avoir fait l'objet d'une enquête spécialisée par un organisme agréé et avoir été acceptés par le CTPIB (Commission Technique de la Police Individuelle de Base).

Dans le cas où cette condition ne serait pas remplie, il sera nécessaire sous réserve de l'accord du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage que l'entreprise concernée fournisse une police d'assurance souscrite spécialement pour l'opération et donnant les mêmes garanties (biennale et décennale) que les polices délivrées par le STAC (service technique de l'assurance construction).

#### **3.4.2 Pose des câbles**

Dans les faux plafonds ou dans les circulations, les câbles chemineront le plus possible le long des murs ou des poutres :

- Sous tube IRO s'il s'agit d'un seul câble
- Sur chemin de câbles (sur lesquels ils seront fixés par colliers Rilsan) si quatre câbles et plus.

Les câbles ne doivent jamais appuyer sur les faux plafonds ni être fixés sur les suspensions. Les câbles encastrés dans maçonnerie ou dans vides de construction seront placés sous conduit. Le type de conduit utilisé sera conforme à la norme. Il ne sera pas admis de câbles, ni torons directement fixés par collier à la maçonnerie. Dans les gaines techniques visitables, les câbles seront fixés sur chemins de câbles type dalle marine avec compartimentage et étiquetage.

#### **3.4.3 Fixations - scellements**

L'entrepreneur doit assurer la fixation de tous ses ouvrages et la suspension des luminaires dans le cas de faux plafond.

Les scellements de toutes natures (supports des chemins de câbles, tableaux électriques, appareillage, etc.), sont à la charge de l'électricien, l'emploi du pistolet de scellement à cartouche à action directe est interdit, seul le pistolet à tir indirect et à pare-éclats est autorisé.

En cas de difficulté, l'électricien pourra en demander l'exécution en sous-traitance à l'entreprise du lot 01 CLOISONS.



#### **3.4.4 Réservations**

L'électricien devra fournir à l'entreprise du lot N°01 toutes les réservations à prévoir dans les planchers, dalles de dimensions supérieures à Ø 125mm fini. Ces réservations devront être indiquées sur des plans cotés (tirages de plan de coffrage, par exemple) et fournis au moins un mois avant l'exécution.

Toutes les autres réservations inférieures ou égale à Ø 125mm fini et les rebouchages sont à exécuter par l'électricien. Les rebouchages seront réalisés pour obtenir un degré coupe-feu égal à la durée de stabilité au feu de l'ouvrage traversé.

#### **3.4.5 Percements - Saignées**

L'ensemble des saignées et percements dans maçonneries (murs et planchers) sont à la charge de l'électricien, y compris le rebouchage soigné. En cas de difficultés d'exécution les saignées et percements pourront être réalisés par le lot N°01 etc. à la charge financière du présent lot. Les saignées horizontales sont interdites.

#### **3.4.6 Rebouchages**

Les rebouchages seront exécutés au mortier de ciment finition au plâtre. Les rebouchages devront être réceptionnés par le lot 01

Si les rebouchages faits par l'entrepreneur ne sont pas d'une qualité acceptable, le Maître d'Œuvre se réserve

le droit d'imposer que ces rebouchages soient effectués par le lot 01, au frais de l'entrepreneur du présent lot.

#### **3.4.7 Fourreaux**

Tous les fourreaux, quel que soit leur diamètre, doivent être fournis et mis en place par l'électricien qui devra suivre l'avancement de l'exécution des ouvrages en B.A et intervenir après ferrailage.

Les fourreaux de diamètre inférieur à 20 mm et les fourreaux non câblés par l'électricien doivent obligatoirement être aiguilletés.

Les parois coupe-feu devront être soigneusement reconstituées par un produit type CP620 de HILTI ou équivalent selon coupe-feu de la paroi ou plancher.

### **3.5 NETTOYAGE ET ENLEVEMENT**

L'entrepreneur du présent lot devra, pendant toute la durée du chantier, le nettoyage et l'enlèvement des déchets, gravois, etc. provenant de la dépose et de la mise en œuvre de tous ses ouvrages.

L'entrepreneur devra également l'évacuation à la décharge de tout le matériel et des matériaux déposés par ses soins.

### **3.6 LIMITES DE PRESTATIONS**

L'entrepreneur devra travailler en liaison avec les autres corps d'état et se renseigner par lui-même sur le tracé et l'emplacement des autres canalisations et appareils, ainsi que sur les puissances électriques nécessitées par les équipements auxquels il doit une alimentation (Cassettes, caissons d'extraction, etc. ...).

L'entrepreneur devra veiller à ne pas ébranler les cadres et cloisons, et, de façon générale, à ne pas provoquer de dégradations aux ouvrages des autres corps d'état.

Dans le cas de tubage passant dans les dalles et les murs en béton, l'entrepreneur devra assurer la mise en place et la fixation avant coulage des bétons, de tous les conduits, boîtes, etc. ... et être présent lors du coulage pour vérifier qu'ils ne soient ni détériorés, ni arrachés.

Les boîtes d'encastrement utilisées seront choisies de façon à ne pas diminuer l'isolement phonique des parois.

La mise en œuvre des conduits dans les dalles et murs sera particulièrement soignée afin d'éviter l'écrasement, en particulier aux changements de direction. Les planchers pourront être de type "dalles minces", dans ce cas il appartient à l'entrepreneur du présent lot d'adapter sa technique d'incorporation en conséquence.

### **3.6.1 Avec le lot N°01 Travaux de second œuvre**

Travaux à la charge de ce lot :

- Les réservations (murs, planchers) sur indications du lot Electricité pour les parties nouvellement créées
- Les aménagements de gaines techniques.
- Les réseaux de fourreaux enterrés et chambre de tirage.
- Les percements > Ø 125 Travaux à la charge du lot Electricité
- La dépose de tous les Equipements électrique après consignation et Isolement
- Les scellements, calfeutrements et rebouchages dans le même matériau que celui traversé.
- Les percements <= Ø 125
- Calfeutrement aux traversées coupe-feu.
- Les passages dans les cloisons et les doublages
- Toute peinture définitive. Travaux à la charge du lot Electricité
- Les renforcements nécessaires pour la fixation de ses appareils suivant le type de cloisons.
- Les saignées dans les cloisons et leur rebouchage pour toutes parties encastrées.

### **3.6.2 Avec le lot N°03 – Menuiseries bois**

Travaux à la charge du lot Menuiserie bois :

- La pose des bandeaux ventouses
- L'interaction avec le maître d'ouvrage pour les équipements de sécurité

Travaux à la charge du lot Electricité :

- La fourniture et pose des alimentations décrites au présent lot ;
- Les circuits de télécommande des bandeaux ventouses
- Raccordement sur bornier
- L'interaction avec le maître d'ouvrage pour les équipements de sécurité

## **3.7 INSTALLATIONS EXISTANTES**

### **3.7.1 COURANTS FORTS**

Les raccordements électriques se font actuellement depuis les tableaux Electriques et le TGBT existants.

Ces TD existants seront à l'origine de tous les départs Electriques à créer.

### **3.7.2 COURANTS FAIBLES**

L'arrivée téléphonique se fait dans le local technique VDI depuis l'arrivée ORANGE générale du bâtiment.

Une baie VDI permet d'irriguer le bâtiment. Il n'y a plus d'éléments actif mais que le rack et les répartiteurs. Une baie 19" se trouve au R+1 sans actif également.

Le pré câblage informatique VDI est composé depuis le répartiteur RG de prises terminales RJ 45 et des postes de travail composés de 3 PC N + 3 PC Ond + 2 RJ 45

La distribution capillaire depuis le RG et jusqu'aux prises terminales sera à adapter selon les besoins.

### **3.7.3 SECURITE INCENDIE**

La centrale incendie implantée dans le PC sécurité surveille la totalité du bâtiment.

### **3.7.4 CONCLUSION**

Le titulaire de ce présent lot devra faire le nécessaire pour isoler les parties concernées par les travaux.

Il devra, au titre de la continuité de service, prévoir des installations provisoires puis définitives pour conserver le fonctionnement de la partie de bâtiment conservée.

## **3.8 DESCRIPTION DES TRAVAUX**

### **3.8.1 Reconnaissances des réseaux**

L'entreprise du présent lot doit des travaux préparatoires avant la réalisation des installations de courants

Forts et de Courants Faibles, les travaux seront :

- Repérage des installations de courants forts à déplacer, identification des circuits existants, isolation électrique et déplacement
- Les consignations systématiques
- Etc...

Les travaux seront de menés sous coupure générale de chaque zone en travaux et suivant phasage, en coordination avec les services techniques du site.

### **3.8.2 Déplacement du luminaire existant – Palier haut escalier geôles**

Le présent article concerne le déplacement du luminaire existant situé au palier haut de l'escalier desservant les geôles.

Les travaux comprendront notamment :

- La dépose soignée du luminaire existant, avec conservation du matériel si son réemploi est prévu.
- La modification et l'adaptation des alimentations électriques existantes, y compris câblages, conduits, supports et accessoires nécessaires.
- La repose du luminaire à son nouvel emplacement suivant indications des plans et de la maîtrise d'œuvre.
- La reprise des fixations, rebouchages, raccords et finitions sur les supports existants.
- Les essais de fonctionnement et vérification de la conformité de l'éclairage.

Localisation : Palier haut de l'escalier des geôles – suivant plans.

### **3.8.3 Modification de l'éclairage et de sa commande – Sas / Salle des délibérés n°1**

Le présent article concerne l'adaptation de l'éclairage existant et la modification de son système de commande entre le sas et la salle des délibérés n°1.

Les travaux comprendront notamment :

- L'analyse et la mise en conformité du circuit d'éclairage existant.
- La modification ou le remplacement des dispositifs de commande (interrupteurs, va-et-vient, boutons-poussoirs ou automatismes selon prescriptions).
- L'adaptation des câblages, conduits, appareillages et boîtiers d'encastrement nécessaires.
- Les reprises de finitions sur les parois après intervention.

- Les essais, réglages et vérification du bon fonctionnement du système d'éclairage et de sa commande.

L'installation devra garantir un usage fonctionnel, conforme aux règles de sécurité et aux exigences réglementaires applicables aux ERP.

Localisation : Entre le sas et la salle des délibérés n°1 – suivant plans.

### **3.8.4 Déplacement de la sonnerie d'audience – Salle n°5**

Le présent article concerne le déplacement de la sonnerie d'audience existante de la salle n°5.

Les travaux comprendront notamment :

- La dépose soignée de la sonnerie existante.
- La modification et l'adaptation du câblage et des cheminements électriques nécessaires au nouveau positionnement.
- La repose et la fixation de la sonnerie à son nouvel emplacement suivant indications des plans.
- La reprise des supports et finitions après intervention.
- Les essais de fonctionnement et la vérification de la bonne audibilité du dispositif.

Localisation : Dans le sas salle d'audience n°5 – suivant plans.

### **3.8.5 Luminaires bandeau LED pour box**

Description : Eclairage indirecte par ruban Leds à large profilé

Matière : Alu naturel ou blanc 28 mm x 10,7 mm – Un ruban double de 20 mm maximum.

Diffuseur : opaque inclus pour lumière uniforme ; Encastrable ; IP20

Source : Profilé et Ruban Leds - 40 W / ml

Localisation : Les 2 box des Salles d'audience N°4 et N°5

Commande : Tableau d'allumage et gradable, bouton d'allumage anti vandalisme

### **3.8.6 Éclairage de sécurité – pose d'un bloc secours**

Fourniture et pose 'un nouveau bloc secours au-dessus de la porte créée dans la paroi brise vue de la salle d'audience n°5

Ce bloc d'évacuation sera du type autonome non permanent, équipés du système SATI (système de test automatique avec LED de signalisation et d'état du bloc).

Il sera posé comme celui déjà existant à savoir dans le profilé horizontal gris anthracite.

Il sera raccordé au TGBT, entre le dispositif de protection de l'éclairage, et l'interrupteur de coupure de l'éclairage normal.

Il aura les caractéristiques suivantes :

- Source : LED pour tous les BAES (éclairage par la tranche, étanches, IK10,)
- Veilleuse : à LED
- Autonomie 1 heures
- Consommation en veille : 0.5W
- Flux lumineux : 45 lumens au minimum
- Batterie d'accumulateur de type Ni-Mh
- Estampillés : NF AEAS
- Etiquette : Sortie ou flèche de changement de direction

Marque LEGRAND type KIKSPOT ou équivalent avec plaque porte-pictogramme en polycarbonate 850°C, à encastrer en Faux-plafond, pose murale ou sur dalle béton

Localisation : Au-dessus de la porte créée dans la paroi brise vue de la salle d'audience n°5

### **3.8.7 Fourniture et alimentation des bandeaux ventouses de porte**

La prestation comprend la fourniture au lot 02 menuiserie bois de bandeaux ventouses électromagnétiques conformes NF S 61.936 d'une force de retenue minimale de 500 kg, destinés au verrouillage des portes équipées d'un système de contrôle d'accès.

Les bandeaux seront toute hauteur sur les portes.

Les équipements devront être conformes aux normes en vigueur et adaptés à un usage en ERP.

Les bandeaux comprendront l'ensemble des accessoires nécessaires à leur fonctionnement, notamment contreplaques, supports de fixation, capots de protection et dispositifs de signalisation d'état.

Le déverrouillage automatique devra intervenir uniquement lors de l'actionnement du boîtier bris de glace (BBG) vert.

La prestation comprendra également la fourniture et la mise en œuvre de l'alimentation électrique nécessaire au fonctionnement complet du dispositif.

Localisation : Concerne les portes du circuit sécurisé détenus

### **3.8.8 Système contrôle d'accès circuit sécurisé détenus**

Les travaux prévoient la création d'un système de contrôle d'accès sur le « circuit sécurisé détenus » de marque TiL Technologie, gamme d'automate TILLYS V2 ou équivalent avec des lecteurs de badge et le contrôle de la position des portes.

Le lot 02 menuiserie bois posera les bandeaux ventouses fournis par le présent lot :

Le présent lot 04 Electricité doit :

- Fourniture des bandeaux ventouses au lot 02,
- L'automate de gestion des lecteurs,
- La mise en place des lecteurs de badge et asservissements,
- Les interrupteurs à clé pour scénario,
- La mise en place d'avertisseurs lumineux témoin d'activation du circuit,
- La mise en place de BBG vert sous capot et alarme,
- Les alimentations et raccordements Electriques,
- Les reports d'informations des Etats des portes sur les coffrets d'asservissement et de contrôle dans les geôles au local Chef de poste,
- Information à remonter au contrôle d'accès par le présent lot Electricité :
  - o Porte fermée
  - o Porte verrouillée
  - o Ouverture à la clef (Anomalie)
  - o Abaissement de la béquille (Conforme)
  - o Etat du DAS et boucle anti sabotage
- Cartes badge et raccordements des contrôles d'accès sur les coffrets TiL ou équivalent

L'entreprise devra la fourniture, la pose, le raccordement, les essais, la mise en service et la formation associés à ce système.

## **IMPLANTATION**

Suivant plan architecte

L'entreprise devra la fourniture, la pose, le raccordement, les essais, la mise en service et la formation associés à ce système.

Le présent lot devra les raccordements Electriques, asservissement et contrôle.

## **EQUIPEMENTS & PERIPHERIQUES**

La solution permettra de recevoir les informations de toutes les portes et accès à contrôler et le report sur le tableau de contrôle dans les geôles au local Chef de poste.

L'adjudicataire aura à sa charge, la fourniture, la pose et le raccordement de tous les lecteurs de badges et les asservissements associés :

- Lecteurs de Badge marque TiL ou équivalent
- Badge de proximité PROFIL 125 K + DES 4K EV3 encodage TiL ou équivalent
- Badge DESFIRE EV2 4K format pastille 40 mm pré-encodé
- Automate TILLYS CUBE – 3 bus – 24 lecteurs
- Coffret métallique pré-équipé + Alim chargeur et batterie
- Module porte –lecteurs RS485 + bus sécuriser pour TILLYS CUBE
- Licence de supervision
- Tableau de surveillance contrôle.

Tous les éléments du système de contrôle d'accès seront installés sur le panneau de contrôle dans les geôles au local Chef de poste.

A proximité des portes contrôlées, il sera mis en place des BBG vert sous verre dormant et alarme (Non accessible) pour ouverture de portes contrôlées sous réserve du chef de poste (Fonctionnement) et du bureau de contrôle. (Issues de secours)

## **CABLAGE RESEAU**

Les alimentations des organes de verrouillage ne doivent pas être les mêmes que les alimentations des organes de commande

Le blindage du câble doit être relié au GND d'alimentation à chaque extrémité

Tous les câbles de liaison avec la serrure (commande, remontée d'informations etc.), reliés à la partie mobile de la porte (manchon de protection), doivent être des câbles multibrins souples,

Le Bouton Bris de Glace (BBG) doit agir directement sur la commande des bandeaux ventouses. Cet organe de sécurité des personnes doit permettre d'ouvrir, même en cas de panne de l'électronique d'ouverture de la porte.

L'état du BBG sera remonté sur le logiciel de supervision avec un BBG double contact.

### **Raccordement au BUS RS485 de la TILLYS**

Le câble de raccordement doit obligatoirement être de type paires AWG20 (8/10e), SYT1, blindage F/UTP au minimum. Le blindage du câble doit être relié au GND d'alimentation à chaque extrémité.

Les signaux A et B du bus RS485 doivent être obligatoirement raccordés sur la même paire torsadée. L'alimentation +V et GND doivent être obligatoirement raccordés sur la même paire torsadée.

Tous les fils, les paires du câble bus qui ne sont pas utilisées doivent obligatoirement être raccordés au GND à chaque extrémité

Le raccordement de tous les chemins de câbles au GND et à chaque extrémité est obligatoire.

Le GND de l'alimentation doit être reliée à la TERRE

Le bus ne doit pas excéder 600 m

### **Raccordement aux lecteurs sur les modules**

Le câble de raccordement doit obligatoirement être de type paires AWG20 (8/10e), SYT1, blindage F/UTP au minimum. Le blindage du câble doit être relié au GND d'alimentation coté lecteur ET coté MLPx/MLDx.

Le raccordement d'une résistance de fin de ligne de 120  $\Omega$  doit être réalisé coté lecteur.

Les signaux A et B du bus RS485 doivent être obligatoirement raccordés sur la même paire torsadée. L'alimentation +V et GND doivent être obligatoirement raccordés sur la même paire torsadée.

Tous les fils, les paires du câble bus qui ne sont pas utilisées doivent obligatoirement être raccordés au GND à chaque extrémité

Le raccordement de tous les chemins de câbles au GND et à chaque extrémité est obligatoire. Le GND de l'alimentation doit être reliée à la TERRE

Il est nécessaire de mettre des Résistance de pool up, pull down pour les cuivres inférieur au cuivre MLP 12- 011-F.

Localisation : Ensemble du circuit sécurisé détenus